



MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE - N°015

LA VALORISATION DU TRAVAIL EN COMMISSION

LE STATUT
DE L'OPPOSITION



REUNIONS VIRTUELLES:
EXPERIENCE ENRICHISSANTE



NY FANARAHAMASO NY
FAHEFANA MPANATANTERAKA



SOMMAIRE



EDITO :

DANGER D'UN COUP D'ETAT

3

LÉGISLATION

LA PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA NATIONALITÉ, VICTIME DE LA PENSÉE NÉGATIVE

4

LA LOI SUR LE STATUT DE L'OPPOSITION

7

INTERVIEW : ANDRIAMBELOSOA HERINIAINA

8

LA VALEUR JURIDIQUE DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

10

ACTUALITÉS

SESSIONS EN VISIOCONFÉRENCE: EXPÉRIENCE ENRICHISSANTE POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

10

FIKAONAN-DOHA TANY AMIN'NY FARITRA ATSIMO

14

VAOVAO TAPATAPANY

16

LA VIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LA VALORISATION DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE EN COMMISSION

18

NY SOLOMBAVAMBAHOAKA: TSIMATIMANOTA VE?

20

IREO SOLOMBAVAMBAHOAKA VAOVAO

22

NY FITANTANANA NY HASIM-PANDAMINANA

23

NY FANARAHAN-MASO NY FAHEFANA MPANATANTERAKA

24

PORTRAIT

MADAME NORO ROBINSON: PREMIÈRE FEMME, VICE-PRESIDENTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

30

ENGLISH CORNER

COOPERATION BETWEEN THE NATIONAL ASSEMBLY AND THE UNITED NATIONS SYSTEM IN MADAGASCAR

32

MADAGASCAR'S REGIONAL INTEGRATION: FOCUS ON THE SADC

34

GUIDE DE LA SAGESSE

37

DANGER D'UN COUP D'ETAT



RANDRIAMAHAFANJARY A. Calvin,
Secrétaire Général de l'Assemblée
nationale

Le nom de code « Apollo 21 » est sans aucun doute l'un des faits marquant l'année 2021 pour les observateurs avertis. Il s'agit d'un plan concocté en cachette pour une rapide prise de contrôle physique et politique de l'appareil d'Etat par un groupe d'individus s'appuyant sur la menace et le recours à la violence. Le plan prévoit de déposer contre leur volonté des Chefs d'Institution et Hauts responsables de l'Etat, y compris le Président de la République lui-même.

C'est un véritable coup d'Etat dont l'objectif était de contrôler l'ensemble de l'appareil étatique en moins de 48 heures.

Les coups de force de ce genre sont en général menés par des éléments majeurs des forces armées en agissant seuls ou alliés avec des clics politiques, des services de renseignement intérieur ou étranger.

Pour que le coup d'Etat réussisse, il est indispensable que ceux qui n'y participent pas restent passifs ou soient neutralisés. Le coup d'Etat est par définition, l'acte d'une minorité conspiratrice, ce qui le replace à l'opposé d'une révolution populaire de masse.

Dans certains pays comme le Danemark, la Norvège ou la Suisse, un coup d'Etat d'origine interne est impensable. Certaines

conditions ont tendance à l'empêcher. Quand les procédures constitutionnelles démocratiques en place sont respectées et offrent des moyens pacifiques constitutionnalisés de résoudre les conflits internes et changer des gouvernements et de demander des comptes aux officiels, il y a un moindre risque de coup d'Etat. Les groupes qui en ont la capacité comme l'armée croient au processus démocratique et respectent les limites légales de leur autorité, ils sont moins susceptibles de mener un coup d'Etat car ils sont conscients qu'il serait contre-productif d'organiser un putsch.

Dans les circonstances actuelles, il se peut que la population ne soit plus favorable à un coup d'Etat à Madagascar.

Dans des nombreux pays, la population peut être opposée mais ne sait pas quoi faire. Il nous faut donc monter une sérieuse préparation en défense d'un coup d'Etat. Plusieurs dispositifs sont nécessaires : interdiction d'un coup d'Etat par la Constitution et la loi ; éradiquer les griefs des victimes de la société, condamner et sanctionner les auteurs de coup d'Etat à l'international et surtout opposer de manière forte au coup d'Etat à travers la résistance organisée et massive de la population. L'histoire nous enseigne que malgré des conditions souvent adverses, des civils ont parfois été capables d'empêcher une prise illégale de pouvoir politique.

Certains coups d'Etat ont été vaincus tout simplement parce que le refus de coopérer avait rompu la liaison prévue entre le contrôle physique des organes officiels et le contrôle politique de l'Etat. Les fonctionnaires, militaires et autres employés de l'Etat ont refusé de coopérer avec les putschistes, leur refusant le contrôle de l'appareil d'Etat. Il leur arrive également de rater le contrôle politique et social (sou-

mission des partis politiques, des sociétés civiles, etc.)

En 1961 en France, la révolte des généraux d'Alger espérait garder l'Algérie Française en délogeant le Gouvernement du Général De Gaulle et du Premier Ministre Michel Debré ; en août 1991 en ex-Union Soviétique, la tentative de coup d'Etat des adeptes de la ligne politique dure a échoué grâce à la non coopération massive qu'ils ont rencontré. Donc il est possible que le coup d'Etat soit mis en échec grâce à la résistance civile non violente.

Dans les circonstances actuelles, il se peut que la population ne soit plus favorable à un coup d'Etat à Madagascar. L'histoire récente du pays nous montre les difficultés politiques, sociales et économiques engendrées par un changement illégal des dirigeants politiques. Le désordre, la récession économique, la mise à l'index sur le plan international ; autant d'épreuves qui marquent encore l'esprit des citoyens de ce pays. La résistance populaire surtout de la part de ceux qui ont voté pour le programme de ce régime n'aura pas du mal à s'organiser et mettant de facto le pays sur le bord de la guerre civile. Laquelle est, rappelons-le, facile à déclencher mais extrêmement difficile à mettre un terme. Parfois même, elle se transmet de génération en génération par soif de vengeance réciproque. Un coup d'Etat peut mettre le pays à feu et à sang.

Comme le coup « Apollo 21 » a échoué, que «ce qui est désordre, violence, attentat au droit d'autrui, doit être réprimé sans pitié» pour reprendre les termes de Ernest Renan, et qu'«on ne pardonne pas au noir les agissements obscurs » selon Ariel Reggev. Et ce, au nom de l'Etat de droit et de la souveraineté du peuple malagasy épris de paix et de progrès.

Quel que soit votre opinion politique, attenter à la vie d'autrui serait la ligne rouge à ne pas dépasser. **A**

LA PROPOSITION DE LOI N°01-2021/PL DU 10 MARS 2021 RELATIVE À LA NATIONALITÉ MALAGASY, VICTIME DE LA PENSÉE NÉGATIVE



La proposition de loi n°01-2021/PL du 10 mars 2021 relative à la nationalité malagasy a été déposée sur le bureau de l'Assemblée

nationale et inscrite dans son ordre du jour lors de la première session ordinaire de l'année 2021. Phénomène bizarre et tout à fait inhabituel, dès

son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, la proposition de loi a fait l'objet de nombreuses polémiques notamment sur les

réseaux sociaux. Sans avoir pris la peine de la lire, une bonne partie du public s'adonne à des exercices de dénigrement en inventant des histoires qui a priori, n'ont rien avoir avec la proposition de loi en question. En effet, on a entendu parler d'accaparement des terres par les étrangers, de vente de la patrie, de nationalité au rabais, etc.

La pression et la polémique étaient telles que l'Assemblée nationale avait finalement décidé de reporter l'examen et le vote de la proposition de loi en question. L'initiative législative prise par treize (13) Députés toutes tendances politiques confondues aurait pu être le clou de la présente législature car il s'agit ni plus ni moins de la refonte de l'actuel code de nationalité en vue de disposer d'une législation moderne et mise à jour par rapport aux textes internationaux ratifiés par Madagascar.

Dans le présent article, Ako se réserve le droit d'éclairer le public sur les principales innovations de cette proposition de loi et de contribuer ainsi à l'information objective de la masse laborieuse.

L'exposé des motifs rappelle la définition de la nationalité, ce droit humain fondamental comme lien juridique entre l'individu et l'Etat. Elle est préalable à toute jouissance des autres libertés et des droits fondamentaux. Comme le cadre juridique actuel régissant la nationalité malagasy date de juillet 1960, bien que tripatouillée à plusieurs reprises, l'Ordonnance n°60-64 du 22 juillet 1960 présente encore de nombreuses lacunes et ne permet plus de régir ce droit humain fondamental qu'est la nationalité.

Quelles sont alors les principales innovations de la proposition n°01-2021/PL du 10 mars 2021 relative à la nationalité malagasy qui comporte 72 articles ?

Les innovations se situent au niveau des

quatre points qui suivent et sur lesquels le débat devrait se faire :

- 1- Elargissement du champ d'attribution de la nationalité à la naissance;
- 2- Elargissement des modes d'acquisition de la nationalité malagasy;
- 3- Assouplissement de la procédure de perte volontaire de la nationalité malagasy;
- 4- Restriction des possibilités de prononcer la déchéance.

Elargissement du champ d'attribution de la nationalité à la naissance

Alors que le code de la nationalité retenait quasi principalement la filiation comme mode d'attribution de la nationalité malagasy d'origine, la proposition de loi introduit trois autres modes d'attribution de la nationalité à l'enfant, lesquels sont basés respectivement sur le jus soli combiné avec l'apatridie, la présence sur le territoire ainsi que l'adoption plénière.

Ainsi, la proposition de loi déclare malagasy:

- l'enfant né à Madagascar qui, au moment de sa naissance, ne peut prétendre à la nationalité d'aucun autre Etat ; (Cf.ad 3.2)
- l'enfant qui a fait l'objet d'une adoption plénière si au moins l'un des parents adoptifs est Malagasy. (Cf.art3.3)
- l'enfant trouvé à Madagascar. (Cf. art4)

Elargissement des modes d'acquisition de la nationalité malagasy

La proposition de loi introduit trois modifications importantes par rapport à la législation actuelle :

1. Acquisition en raison de l'adoption simple

Les dispositions relatives à l'adoption simple n'existent pas dans l'actuel code. La proposition de loi introduit en son

article 8 l'acquisition par déclaration de la nationalité malagasy de l'enfant faisant l'objet d'adoption simple par un malagasy, sous réserve d'une condition de résidence à Madagascar depuis 5 ans. Si le code de la nationalité est muet sur cette question, il y a lieu de souligner que les dispositions de la loi 2017- 014 du 30 juin 2017 relative à l'adoption ne permettent pas une telle hypothèse. En effet, selon son article 29 « l'adoption simple d'un enfant n'est ouverte qu'aux personnes de nationalité malagasy, ayant leur résidence habituelle à Madagascar ».

"Sans avoir pris la peine de la lire, une bonne partie du public s'adonne à des exercices de dénigrement en inventant des histoires qui a priori, n'ont rien avoir avec la proposition de loi en question."

2. Acquisition en raison du mariage

Selon l'actuel code, seule la femme étrangère qui épouse un malagasy peut acquérir la nationalité malagasy si elle en fait la demande ou si elle perd nécessairement sa nationalité d'origine en raison de ce mariage. Acquiert également la nationalité malagasy, la femme apatride qui épouse un malagasy.

Afin de consacrer le principe d'égalité homme/femme, la proposition prévoit que l'homme et la femme étrangère qui épouse un malagasy auront le même droit d'acquérir la nationalité malagasy par déclaration sous trois conditions : (Cf. art 10)



- Délai de communauté de vie affective et matérielle de cinq ans à compter de la célébration du mariage;

- Résidence des époux à Madagascar;

- Conservation du conjoint malagasy de sa nationalité.

Dans la même logique d'égalité genre, la proposition accorde la même faculté à l'homme ou à la femme apatride qui épouse un malagasy d'acquérir la nationalité par déclaration. (Cf. art 11).

La proposition introduit également la possibilité pour le Gouvernement de s'opposer par décret à l'acquisition de la nationalité par mariage dans un délai de deux ans, à compter de la célébration du mariage. (Cf. art13)

3. Acquisition par naturalisation

La modification concerne la durée du stage exigée qui passe de cinq (05) ans à dix (10) ans.

La proposition a écarté également les dispositions de l'actuel code concernant la dispense de stage au profit de la femme d'un étranger qui acquiert la nationalité malagasy.

Mais la principale innovation est celle qui élargit la catégorie de personnes pouvant être naturalisées sans condition de stage. Ainsi, outre les personnes qui ont rendu des services importants à Madagascar, sont dispensées de stage : (Cf. art 18)

- les personnes nées à Madagascar avant l'indépendance et ayant leur domicile permanent à Madagascar, ainsi que leurs enfants;

- les personnes domiciliées à Madagascar antérieurement à l'indépendance et ayant des enfants qui y sont nés;

- les ressortissant(e)s des pays avec lesquels Madagascar a conclu des

conventions bilatérales en matière de migration.

Il faudrait également souligner que, selon l'actuel code, seule la décision d'irrecevabilité de la demande de naturalisation est motivée ; la décision de rejet n'exprime pas de motif.

La proposition de loi modifie cette position en ce que désormais, le Ministre de la Justice doit motiver la décision de rejet. (Cf. art 37 al2)

Assouplissement de la procédure de perte volontaire de la nationalité malaqasy

La démarche prévue par l'actuel code pour une perte de la nationalité exige nécessairement l'autorisation du Gouvernement par décret. La proposition la loi a abandonné cette procédure en optant pour une démarche déclarative devant le Tribunal de Première Instance. La déclaration est publiée au Journal officiel par le Ministère de la Justice, et la perte de la nationalité prend effet à compter de cette publication.

Elle confère aussi le droit au Ministre de la Justice de faire opposition dans un délai de six mois à compter de la déclaration. (Cf. art 25).

Restriction des possibilités de prononcer la déchéance (Cf. art 29)

La proposition de loi, en se focalisant sur la personne étrangère (contrairement à l'actuel code qui utilise le terme « tout individu »), a indirectement écarté la faculté de déchoir de la nationalité malagasy l'apatride qui a acquis la nationalité malagasy.

En prévention de l'apatridie également, la proposition interdit la déchéance

si elle venait à rendre la personne concernée apatride.

Les faits susceptibles d'entraîner la déchéance ont été réduits. La proposition de loi a écarté les trois autres causes énumérées dans l'actuel code en son article 50 lesquelles justifient la déchéance :

- « S'il est condamné pour s'être soustrait aux obligations résultant pour lui de la loi sur le recrutement de l'armée ou le service national ;

- Ordonnance n°73-039 du 27.08.73) S'il s'est livré à des actes incompatibles avec la qualité de Malagasy et préjudiciables aux intérêts de Madagascar;

- (Ordonnance n°73-049 du 27.08.73) S'il a été condamné à Madagascar ou à l'étranger pour tout autre acte qualifié de crime par la loi malagasy et ayant entraîné une condamnation à une peine d'au moins cinq années d'emprisonnement. »

Voilà les nouveautés de cette proposition de loi laquelle reprend en fait les autres dispositions de l'Ordonnance n°60-064 du 22 juillet 1960 et celle de la loi n°2016-038 du 25 janvier 2017.

Comme son nom l'indique c'est encore au stade de la proposition. Des améliorations et des amendements peuvent toujours être apportés tout au long de la procédure. Il serait intéressant aussi si le Gouvernement pouvait présenter ses propres observations dans le cadre de l'article 86 alinéa 4 de la Constitution.

Cette refonte du Code de la nationalité doit être prise comme un chantier commun de toute une nation qui aspire à évoluer avec son temps.. 

R.Calvin

UNE LOI POUR LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE

« Après son adoption par le Parlement, la loi n°2021-006 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2011-013 du 9 septembre 2011 portant statut de l'opposition et des partis d'opposition a passé le contrôle de constitutionnalité. Le texte devrait permettre à l'opposition d'exercer son droit dans un cadre institutionnel »

L'adoption de la proposition de loi dite « Brunelle » (Ndlr : du nom de son initiateur le député Jean Brunelle Razafitsiandraofa), consacrée au statut de l'opposition, a fait couler beaucoup d'encre depuis son examen au Parlement en 2019 et jusqu'à récemment lors de son passage à la Haute Cour Constitutionnelle (HCC). Une partie de l'opposition l'accuse d'être liberticide, du moins d'entraver à leur droit, mais à bien y voir c'est plutôt une nécessité pour permettre la mise en œuvre de la loi de 2011 et ainsi d'asseoir plus solidement la démocratie. Grâce à cette loi, l'expression de l'opposition pourra se faire dans un cadre tout à fait légal et institutionnel.

Droits et obligations

D'ailleurs, le fait qu'il était impossible de désigner un Chef de l'opposition uniquement avec la seule loi n°2011-013 du 9 septembre 2011, n'a pas échappé à l'initiateur de cette loi n°2021-006. Partant de l'Avis n°01-HCC/AV du 12 janvier 2017 de la HCC, le député Jean Brunelle Razafitsiandraofa a conclu que les lacunes et insuffisances de la Loi n°2011-013 du 09 septembre 2011 ne permettent pas de procéder à la désignation du Chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. Les choses sont ainsi appelées à changer dans le futur. L'avenir dira si un parti ou groupe parlementaire de l'actuelle législature franchira le pas et ainsi désignera un Chef de l'opposition à l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, une précision émanant de la HCC dans sa décision n°08-HCC/D3 du 21 juin 2021 met un point final au débat sur le statut de parlementaire

ou non du Chef de l'opposition. Pour la HCC donc, le chef de l'opposition officielle dirige uniquement l'opposition parlementaire et non l'opposition extra-parlementaire.

Groupes politiques

Comme intitulée, cette loi n°2021-006 est ainsi en complément de la loi de 2011 relative au statut de l'opposition. Tout est dit dans le préambule comme quoi : « le droit à l'opposition est reconnu par la Constitution en son article 14 alinéa 6 qui dispose qu'après chaque élection législative, les groupes politiques d'opposition désignent un Chef de l'opposition ». Mais encore, l'Avis n°04-HCC/AV de la HCC du 17 septembre 2014 énonce que l'opposition prévue par les dispositions de l'article 14 de la Constitution concerne principalement l'opposition parlementaire, et que la notion de « groupes politiques d'opposition » concerne les groupes parlementaires qui sont en désaccord avec le Gouvernement.

En son article 16 il est disposé que le Chef de l'opposition officielle représente l'opposition pour la bonne marche de la représentation démocratique

En son article 16 il est disposé que le Chef de l'opposition officielle représente l'opposition pour la bonne marche de la représentation démocratique

et que pour l'effectivité de cette fonction de représentation, des droits sont reconnus au Chef d'opposition officielle, dont les droits à la couverture médiatique des manifestations liées à l'accomplissement de sa mission; de prendre la parole pour une durée de quinze minutes lors des sessions réservées aux questions au Gouvernement; d'avoir un rang protocolaire équivalent à celui de Vice-Président de l'Assemblée Nationale; de recevoir ou d'être reçu par les missions diplomatiques accréditées à Madagascar et les personnalités étrangères en visite à Madagascar; de participer aux missions intérieures et extérieures qu'exige le travail parlementaire; de proposer la nomination de deux membres au sein du Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit et un membre du Conseil National de la Justice.

Assurer les fonctions

En contrepartie, il y a les obligations, entre autres celles disposées à l'article 20 d'assurer pleinement ses fonctions dans le respect de la législation en vigueur ; de représenter effectivement l'opposition ainsi que ses convictions dans toutes les instances publiques et enfin de rendre compte de ses activités auprès des groupes parlementaires et des députés de l'opposition, des partis politiques de l'opposition et auprès des citoyens. ^A

Mandimby Ralaiarisoa.

ANDRIAMBELOSOA HERINIAINA

Dans ce 15^e numéro du magazine "Akon'ny Antenimierampirenena", c'est le député MMM, du Groupe parlementaire de la majorité IRD **Andriambelosoa Heriniaina**, élu dans le district d'Antananarivo Avaradrano, qui nous livre les fonds de ses pensées dans une interview.

Bien entendu, **il sera question de la fronde des députés, du moins d'une partie, contre les membres du Gouvernement Ntsay**, qui a marqué la première session parlementaire de mois de mai 2021.

Le député d'Avaradrano, dévoile sans retenue ce qu'il y avait derrière ce brouhaha où c'était plutôt l'adoption d'une Loi de finances rectificative qui devait primer. **Andriambelosoa Heriniaina parle de la composition du Gouvernement, des relations entre le MMM et l'IRD à l'Assemblée nationale et du congrès national du parti MMM.** Interview.



«Le Gouvernement Ntsay est dépassé par la réalité»

Akon'ny Antenimierampirenena (A.A) : Monsieur le Député, bonjour. Lors de la première session ordinaire, visiblement les relations entre les députés et le Gouvernement ont changé, qu'en est-il vraiment ?

Andriambelosoa Heriniaina :

« Oui, c'est palpable. Vous savez,

pendant un moment, entre fin 2018 et juillet 2019, je crois m'en souvenir, il y a eu un vide à l'Assemblée nationale, l'ancienne législature ayant terminé son mandat. Du coup, le Gouvernement a travaillé en toute tranquillité sans trop se soucier du principe de responsabilité devant l'Assemblée nationale. Le Gouvernement s'est

consacré entièrement à la réalisation des contrats programmes passés avec le Chef de l'État, notamment à la réalisation des promesses présidentielles. Mais depuis, avec les élections législatives, les programmes de proximité ont nettement augmenté, et ont véritablement pris de court certains membres du Gouvernement.

Nous, en tant que député, donc d'autorité proche du peuple, on sait ce que le peuple demande. Mais bien entendu il appartient à l'Exécutif de réaliser les programmes du Gouvernement, de répondre aux besoins du peuple. Donc, il est tout à fait normal qu'on se tourne vers les ministres, qu'on vienne frapper à leurs portes. Mais en réponse, certains ministres interprètent cela autrement et on a l'impression qu'on les gêne. Il faut dire qu'il y a des ministres qui ne voulaient plus nous ouvrir leur porte. Mis à part cela, il y a cette crise liée à la pandémie de coronavirus. Donc à mon avis, le Gouvernement est complètement dépassé par la réalité.

A.A : Nous avons connu une nouvelle organisation au sein de l'Assemblée nationale par rapport aux séances de questions au Gouvernement lors de la dernière session parlementaire. Comment trouvez-vous cette formule ?

Andriambelosoa Heriniaina :

C'est tout à fait intéressant. Divisé en deux groupes pour que la séance de question au Gouvernement ne s'éternise pas pendant cette période de crise sanitaire et où un couvre-feu était encore en vigueur, c'est tout à fait judicieux. En plus finir tôt dans la soirée permet de garder une certaine fraîcheur que ce soit pour les députés que pour les membres du Gouvernement. Le hic, c'est que la prise de parole des députés se fait par ordre numérique. Du coup, nombre de députés ont pris la porte après avoir posé leurs questions. Il y a là un certain manque de respect. Ce qu'on aurait dû faire c'est de garder toutes les réponses pour la dernière journée avant la clôture de la session, comme cela tout le monde aurait été présent. C'est quelque chose à laquelle il faudrait penser la prochaine fois si tant est qu'on veuille garder cette formule.

A.A : Le raffermissement des liens entre l'Assemblée nationale et la population qu'elle représente figure parmi les priorités de la présente législature. Le Bureau Permanent a instauré plusieurs systèmes de communication dans ce sens à savoir le site web de l'Assemblée nationale, le communiqué

de presse quotidien pendant les sessions, la page facebook, la revue Akon'ny Antenimierampirenena ainsi que des émissions radiotélévisées qui vont voir le jour incessamment. Votre commentaire sur ces outils de communication ainsi que vos suggestions pour que l'Institution dont vous êtes membre soit toujours proche de la population ?

Andriambelosoa Heriniaina : Oui, on sent qu'il y a eu un effort pour renforcer la communication et les relations publiques de l'Assemblée nationale. C'est bien que l'Assemblée nationale ait son revue, sa page facebook et comme vous le dites, bientôt des émissions radiotélévisées. Le droit à l'information est un droit constitutionnel auquel doit jouir tout citoyen. Les citoyens doivent savoir ce qui se passe à l'Assemblée nationale, quel texte est en examen ou est adopté à l'Assemblée nationale. Ceci dit, à mon avis, il y a des volets qui restent à renforcer. L'Assemblée nationale a besoin davantage de couverture médiatique. On a besoin des chaînes nationales car certaines réalisations impliquant des députés sont complètement passées sous silence. Vous savez, il y a beaucoup de choses qui se font au niveau des districts, il y a aussi les rapports d'activités parlementaires qu'on a besoin de communiquer à la population. Aussi je me réjouis de savoir qu'il y aura bientôt des émissions radiotélévisées consacrées entièrement à l'Assemblée nationale.

Pour le MMM, cette Institution doit être le garant de la stabilité politique à Madagascar.

A.A : Abordons le volet politique, quelle est la position du MMM au sein de la majorité parlementaire ?

Andriambelosoa Heriniaina : Il n'y a pas de MMM au niveau des parlementaires de la majorité. Il n'y a que l'IRD et les indépendants

affiliés. Mais en revanche, le MMM est représenté dans d'autres institutions, je veux dire au niveau du Sénat et des communes, cela afin d'apporter sa vision et ses projets de société. Petite parenthèse le MMM prépare pour cette année, fin juillet ses assises régionales suivies d'un congrès national. Je reviens à l'Assemblée nationale, pour le MMM, cette Institution doit être le garant de la stabilité politique à Madagascar. Il faut que la majorité au pouvoir ait une assise stable au niveau de l'Assemblée nationale, aussi, le MMM a complètement intégré l'IRD.

A.A : Le MMM a peu de ministres au sein du gouvernement, est-ce une situation satisfaisante pour votre parti ?

Andriambelosoa Heriniaina : Vous savez, le MMM est membre de l'ARMADA, qui a décidé de présenter un candidat unique lors de la dernière élection présidentielle. Cela a été validé par le parti, donc on a soutenu l'actuel Président, notre candidat à l'époque. À ma connaissance, le Président élu n'impose aucune condition à part ce soutien. Au retour c'est à lui de voir ce qui est crédible. Ce qui est indéniable, c'est notre ministre au sein du Gouvernement maîtrise son domaine sur toute la ligne, il maîtrise l'ensemble des rouages tant bien au niveau national qu'au niveau international. Par rapport aux autres, il sait parfaitement les conduites à tenir et cela grâce à son parcours politique.

A.A : Le poste du vice-président de l'opposition est encore vide, pensez-vous que cela restera comme cela jusqu'à la fin de cette législature ?

Andriambelosoa Heriniaina : La loi est déjà votée par les deux Chambres ; c'est à l'opposition de s'organiser par rapport au décret d'application. ^A

Propos recueillis par Mandimby Ralaiarisoa

LA VALEUR JURIDIQUE DU REGLEMENT INTERIEUR DE L' ASSEMBLEE



Au début de la législature, l'arrêté portant le règlement intérieur de l'Assemblée nationale suscitait des polémiques en ce qui concerne sa valeur juridique réelle. Ce qui paraît probable dans la mesure où le droit parlementaire puise sa raison d'être dans le droit constitutionnel approfondi et que les jurisprudences parlementaires, voire les usages et traditions des assemblées sources de droit parlementaire le rendent beaucoup plus difficile à comprendre. C'est cet obscurantisme qui laisse cet arrêté sous le réverbère des normes juridiques classiques qui font poser la question : que voudrait-on savoir sur ce règlement intérieur de l'Assemblée nationale ? Est-ce qu'un arrêté peut s'ériger en loi ?

Un nombre d'universitaires, de parlementaires ou de simples citoyens ignorent ce qu'est exactement la valeur juridique du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, à savoir actuellement l'arrêté pris sous la résolution N° 01-2019/R. Cette loi interne de l'Assemblée nationale fait l'objet d'une révision chaque fois qu'on change de législature. Ces termes « Loi interne de l'Assemblée nationale » ne viennent d'emblée être réitérés sans raison. Ce qui est à démontrer tout au long de cette étude. On va redéfinir le statut juridique de ce règlement intérieur de l'Assemblée nationale et faire savoir s'il peut s'ériger en loi. Pourquoi avant sa publication au journal officiel (article 79 de la Constitution de 2010), est-il soumis au contrôle de constitutionnalité ? C'est la procédure constitutionnelle et classique de publication de ce règlement intérieur malgré le fait que ces dispositions de cet article 79 n'en prévoient pas autrement.

La valeur extra juridique de l'arrêté portant règlement intérieur de l'Assemblée nationale.

Bien que ce soit un arrêté dans un sens étymologico-juridique, sa place

dans l'ordonnement juridique de l'Assemblée nationale ou dans ce qu'on appelle pyramide de HANS Kelsen ne sous-entend nullement pas le fait que cet arrêté ait des valeurs juridiques similaires au même titre que les arrêtés des ministères ou du Gouvernement pris en application des textes législatifs ou réglementaires : lois et décrets. Au contraire, pour éviter la connotation péjorative qu'utilise la fonction législative ou le pouvoir législatif lorsque l'Assemblée nationale vote les lois, le texte régissant cette institution, à savoir l'ordonnance -2014-001 modifiée par la loi organique N° 2014-034 sur le fonctionnement et l'organisation de l'Assemblée nationale est-elle seule dénommée loi ? Par contre, le règlement intérieur disséqué à ce moment, la tradition parlementaire préfère utiliser le terme « arrêté », et ce sans précédent dans le but de qualifier les textes à caractère réglementaire qui régissent cette institution.

Le cas des autres arrêtés qui ont valeur de lois.

Prenons l'exemple de l'arrêté n° 058/AN/P du 21 mai 2021 portant statut général du personnel de l'Assemblée nationale bien qu'au niveau des

ministères de l'Emploi et de la Fonction Publique, ce soit probablement une loi. C'est en l'occurrence la loi 2003/011 du 17 Mars 2003 votée en séance plénière de l'Assemblée nationale. De surcroît, l'arrêté n°058 portant statut général de l'Assemblée nationale n'est ni le texte d'application de la loi 2003/011 précitée ni un habillage manteau d'Arlequin juridique de ladite loi afin de régir le personnel de l'Assemblée nationale. C'est un texte autonome qui met en relief le particularisme de ce que c'est qu'une fonction publique parlementaire dotée d'une autonomie administrative et financière ainsi que du personnel administratif propre. Qui plus est, ce règlement intérieur de l'Assemblée nationale montre lui-même un exemple révélateur d'un type d'arrêté pris au niveau de l'Assemblée nationale et qui transcende la hiérarchie des normes de HANS Kelsen¹ en dégagant une certaine valeur juridique particulière.

Revenons à ce fameux arrêté portant règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Dès lors, celui-ci ne peut être considéré au bas de la hiérarchie par rapport aux lois et décrets dans une acception juridique classique, c'est-à-dire à titre d'un simple arrêté



qui pourrait être modifié constamment et que sa sécurité juridique en est moindre par rapport aux premiers. Même si le législateur ne peut être que l'Assemblée nationale, elle ne peut pas le changer en usant de son pouvoir législatif exorbitant en matière de lois. En effet, la procédure de l'adoption, de modification et d'abrogation de ce règlement intérieur demeure constitutionnelle, et ce d'une manière spécifique. Il faut requérir une majorité de 2/3 pour modifier le règlement intérieur². La procédure afférente au règlement intérieur de l'Assemblée nationale suit une voie exceptionnelle. C'est celle-ci qui confère la qualité d'une loi à caractère constitutionnel. C'est ce qui n'est impérativement pas le cas d'un arrêté situé au-dessous d'un décret dans les normes juridiques de HANS Kelsen.

La question se pose de savoir d'où vient cette ascension du règlement intérieur de l'Assemblée nationale dans la hiérarchie des normes ? Pourquoi les autres arrêtés ne bénéficient-ils pas de cette qualité ? De facto et de jure, le règlement intérieur de l'Assemblée nationale tire cette transcendance à caractère juridique de manière à ce qu'il n'obéisse guère aux principes généraux de droit que sont la conformité des lois inférieures aux lois supérieures et le parallélisme de forme. Ce faisant, le règlement demeure un arrêté. Et l'Assemblée nationale saisit la Haute Cour Constitutionnelle avant son entrée en vigueur.

La procédure d'adoption et de publication du règlement intérieur.

De prime abord, le règlement intérieur de l'Assemblée nationale, après avoir été examiné en commission et adopté en séance plénière fait l'objet d'un examen de conformité à la Constitution au niveau de la Haute Cour Constitutionnelle, et ce avant son insertion au journal officiel. Les arrêtés n'auront jamais cette faculté. Ceux-ci sont obligés de se conformer aux lois dont elles sont leur émanation. Par contre, les lois font l'objet de cet examen de conformité à la Constitution avant leur promulgation. Ce qui confirme déjà que l'arrêté portant règlement intérieur de l'Assemblée nationale a valeur de loi. Ce qui fascine plus l'entendement dans cette analyse est que la valeur juridique du règlement intérieur de l'Assemblée nationale tourne autour de la décision rendue par la Haute Cour Constitutionnelle en audience publique et qui décide que ledit règlement intérieur est « conforme à la Constitution » et qu'il devient consécutivement applicable à l'Assemblée nationale. Notre réflexion tend à se demander qui est le juge de l'Assemblée nationale en matière de loi ? C'est la Haute Cour Constitutionnelle. Se réfère-t-elle à quelle loi lorsqu'elle examine le règlement intérieur de l'Assemblée nationale ? Bien évidemment à la Constitution. De ce qui précède, cette décision rendue affectant le règlement intérieur de l'Assemblée

nationale a valeur constitutionnelle du fait qu'on l'a examiné conformément à la loi fondamentale. Par voie de conséquence, non seulement ce règlement intérieur a une valeur de loi, mais il est obligé d'épouser la Constitution du fait que les juges de la Haute Cour Constitutionnelle se réfèrent à celle-ci pour l'examiner et qu'il devrait être conforme à cette loi fondamentale avant sa publication. En définitive, le règlement intérieur de l'Assemblée nationale ne peut être considéré comme un simple arrêté. La procédure d'adoption, de modification de cette loi interne de l'Assemblée nationale corrobore le fait qu'il a une qualité de loi et que l'existence du juge constitutionnel gardien de la constitutionnalité des lois fait enrober cette valeur juridique de caractère législatif au même titre que les lois ordinaires.^A

*RAMANANA Mampody
Conseiller des Services de l'Assemblée nationale*

Références :

1- Source : w.fr.wikipedia.org. La pyramide de Kelsen est une pyramide de normes dont la procédure est assurée par la conformité de chacune d'elles à celle qui lui est supérieures. Hans Kelsen (1881-1973), juriste austro-américain.

2- Article 216 de la Résolution n°01-2019/R portant règlement intérieur de l'Assemblée nationale

Session parlementaire en visioconférence

EXPÉRIENCE ENRICHISSANTE POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La première session ordinaire et la deuxième session extraordinaire de cette année ont été réalisées par visioconférence. Un énorme défi relevé pour l'équipe technique notamment celui de la direction du système d'information (DSI) de l'Assemblée nationale.

En 2021, lors de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale, sur les 28 séances plénières en visioconférence, il y a eu en tout 2654 connexions ; soit un taux de présence en virtuel, d'un peu moins de 75 députés par séance.

L'assiduité accrue des députés

Certes, il y a des députés qui pointent le bout de leur nez et signalent leur présence lors des sessions virtuelles, sur la plateforme « zoom », puis s'en vont sans suivre jusqu'à la fin des séances plénières ; mais ce taux de présence témoigne grandement de l'intérêt que nos députés accordent à leur rôle. Ce qui pousse à se demander : qu'est ce qui a bien pu se passer pour que nos élus montrent un tel engouement pour une « session ordinaire » ? Est-ce simplement qu'ils sont avides de nouveauté, et qu'il fallait goûter à une telle session virtuelle ? Ou est-ce que puisqu'on les a dotés de matériels et de connexions internet, il fallait au moins faire acte de présence ?

Séances hybrides

Durant cette première session ordinaire, nos législateurs ont examiné et adopté 10 projets de loi, une proposition de loi et 3 propositions de résolution. Sans parler de la dizaine de séances dédiées aux présentations des rapports d'exécution des programmes du Gouvernement et les séances des questions-réponses qui se sont tenues en séances hybrides, c'est à dire à la fois en présentiel et en virtuel. Parmi les projets de loi examinés et adoptés durant cette session ordinaire, il y a eu le très attendu Projet de loi de finances rectificative pour 2021. Une centaine de députés y ont participé dont certains en visioconférence. Sinon, la séance qui a vu la plus grande affluence reste la cérémonie d'ouverture où exactement 104 députés se sont connectés.

Avec la seconde expérience lors de la

session extraordinaire du mois d'août, on a pu constater que les réunions commençaient aux heures prévues, les retards ont été ainsi réduits par rapport à la première session ordinaire et aux habitudes de l'Assemblée nationale. La gestion du temps et des prises de parole a ainsi connu une nette amélioration. Du côté technique, la communication et la distribution des documents de travail ont été beaucoup plus fluides.

Cette session virtuelle a aussi permis à nos élus de montrer l'exemple à suivre à la population.

D'un point de vue financier, il est plus intéressant de tenir une session virtuelle du fait que celle-ci est nettement moins couteuse. En effet, le télé travail ne nécessite ni déplacement ni location de salle ni cocktail, ce dernier point a d'ailleurs fait l'objet de polémiques sur les réseaux sociaux.

Exigence sanitaire et plan stratégique

Un autre avantage des réunions virtuelles est qu'aucun de nos élus de l'Assemblée nationale n'a contracté la maladie du coronavirus. Ce qui va sans dire que c'est un point positif sur le plan national et pour la lutte contre le Covid-19. Il faut dire que lors des précédentes sessions ordinaires et extraordinaires, point n'est plus à rappeler que la maladie a fait des victimes dans les rangs non seulement des députés, mais aussi de leur équipe et du personnel administratif de l'Assemblée nationale.

Pour les députés par ailleurs, il fallait aussi montrer l'exemple vis-à-vis de la population sur le respect des mesures prises par l'Etat pour lutter contre le Coronavirus. La fermeture des frontières régionales, la suspension des transports en commun, l'interdiction

de se réunir à plus de 50 personnes etc.... Toutes ces mesures prises par l'Exécutif ne pouvaient être respectées avec des réunions en présentiel, même si on requiert à nouveau les installations du CCI Ivato. Donc cette session virtuelle a aussi permis à nos élus de montrer l'exemple à suivre à la population.

D'ailleurs, restaurer l'image de l'Assemblée nationale auprès de la population est l'un des objectifs du plan stratégique de développement de cette Institution. Un autre objectif inscrit dans ce même plan stratégique de développement c'est « la dématérialisation ». Du coup cette session virtuelle constituait un grand pas en avant pour l'atteinte de cet autre objectif de dématérialisation. Tous les textes soumis à examen ont été envoyés via la plateforme zoom, par mail ou par whatsapp.

Il est à noter par ailleurs qu'une telle session virtuelle était une grande première pour l'Assemblée nationale. Et bien entendu il y avait des difficultés qu'il fallait bien surmonter. Pour ce qui est des moyens de l'administration, ils étaient insuffisants. Elle a de ce fait dû louer certains matériels lors de l'ouverture de la session ordinaire et des sessions hybrides au CCI Ivato. L'assistance technique lors des premières séances plénières s'avérait également compliquée, la DSI n'avait pas assez de personnel pour gérer tous les députés, presque au même moment. Sans parler de la qualité de la connexion dans certains districts et des coupures d'électricité qui ont souvent gêné les participants et coupé les prises de paroles.

Mandimby Ralairisoa

IMPÔTS : RECETTES FISCALES INTÉRIEURES



Réalisation
2020



Recettes
(Janv. - Déc. 2020)
2 663,39 Mds Ar

Prévision
2 757,02 Mds Ar
(LFR 2020)

Prise en main progressive du secteur informel

Lancement « Anjara Hetsako » (nov. Déc. 2020): Recettes : 429,04 Mds Ar, avec 17 880 cartes fiscales délivrées
Campagne de sensibilisation sur le civisme fiscal et la formalisation des entreprises (Zones d'intervention : Analamanga, Atsimo Andrefana (Toilana))

- Recettes payées via mobile money
380,9 Mio Ar
- Recettes via «Hetra payment»
959,39 Mds Ar
- Autres modes de paiement
1 703,61 Mds Ar

- Contribuables actifs : 455 206
- Nouveaux contribuables : 100 773

	Evolution des RF1			
Années	2017	2018	2019	2020
Recettes	2 201,16	2 562,99	2 876,37	2 663,39

Année	Nombre de contribuables identifiés fiscalement
2019	354 433
2020	455 206
2021	1 200 000
2022	1 700 000
2023	2 000 000



Solombavambahoaka

FIKAONAN-DOHA TANY AMIN'NY FARITRA ATSIMON'NY NOSY : NY ANDRAIKITRY NY SOLOMBAVAMBAHOAKA

Notanterahina tamin'ny 11 sy 12 jona 2021 lasa teo ny Fikaonan-doha lehibe ifotony ho fampandrosoana ny faritra Atsimon'i Madagasikara, izay notarihin'ny Filoham-pirenena Andry Rajoelina.



Sary: Ny fiadidiana ny Repoblika

Nidinika nandritra ny roa andro tao Taolagnaro ireo tompondraiki-panjakana isan'ambaratongany, avy amin'ny fitondrana foibe sy ireo avy eny ifotony. Nandray anjara ihany koa ny avy amin'ny sehatra samihafa any amin'ny faritra Atsimo iny, teo ihany koa ireo solombavambahoaka voafidy tao amin'ny faritra Androy sy Anosy. Nandritra ny fikaonan-doha dia niverina matetika fa

ilaina ny fiaraha-miasa amin'ny solombavambahoaka. Inona avy ireo fandraisana andraikitra andrasana amin'ny solombavambahoaka ireo ?

Ny andraikitra voalazan'ny Lalàmpanorenana

Ny Lalàmpanorenana amin'ny andinin'ny faha-68 dia mametraka mazava ny andraikitra izay tokony sahanin'ny Antenimiera dia ny fandinihina sy

fandaniana ny lalàna, ny fanaraha-maso ny asan'ny governemanta ary ny fanaovana tombana ny politikampanjakana. Andeha horaisina amin'ny alalan'ny ohatra iray mivaingana toy ny findramam-bola ny famaritana ny fiantraikan'ny asan'ny solombavambahoaka.

Voalohany momba izany ny asa fandinihina lalàna. Raha misy findramam-bola avy amin'ny fiaraha-miasa amin'ny vondrona na

firenena ivelany entina manampy na mamatsy tetikasa dia andraikitra ny solombavambahoaka ny mandinika sy mandany ireo lalàna mikasika izany. Toy ireo famatsiam-bola maro nankatoavina teo anivon'ny Antenimierampirenena nentina ho fiatrehana ny covid-19.

Ny faharoa dia ny fanaraha-maso ny asan'ny fahefana mpanatanteraka. Afaka mametraka fanontaniana amin'ny governemanta ireo solombavambahoaka tamin'ny nampiasaina ny vola azo na ny fivoaran'ny tetikasa izay nahazoana ilay findramam-bola. Ary tokony hamaly izany ny fahefahana mpanatanteraka.

Ny fahatelo dia ny fanombanana ny politikam-panjakana. Rehefa tanteraka avokoa ny asa rehetra na ny fanampiana na izay voalaza tao anatin'ny lalàna nolanian'ny solombavambahoaka dia mbola izy ireo ihany no tokony manombana ny politika nentina nanatanteraka na nahavokatra ny tetikady nentin'ny fitondrana na tsia.

Toy izay ny andraikitra voalazan'ny lalàna nefa misy ihany koa ny zavatra iainan'ireo solombavambahoaka eny an-toerana ankoatra ireo amin'ny maha-mpifandray mivantana azy ireo amin'ny vahoaka.

Ireo tsy maintsy atrehina eny ifotony

Ny solombavambahoaka dia iankinan'ny mponina eny ifotony amin'ny lafiny maro, indrindra fa ny lafiny sosialy. Izany antony izany no anisan'ny mahatonga ireo solombavambahoaka mitaky ny fanàna fiara tsy matahodalana satria maro dia maro ireo fangatahana izay mahamaika ny vahoaka ka tsy hahafahan'izy ireo mitsoaka andraikitra. Noho izany, ankoatra ny asa sahanina ety anivon'ny Antenimierampirenena dia asa manokana ihany koa ny fanampiana mivantana ireo vahoaka eny an-toerana. Niverimberina isaky ny fihaonana amin'ny governemanta ohatra ny fanaovana ny fiaran'ny solombavambahoaka ho « ambulance » rehefa misy marary, toy izany ihany koa rehefa misy hetsika karakaraina

dia manatona azy ireo ny vahoaka amin'ny fanampiana, na rehefa misy karama tsy voalao na voina sy ny tranga hafa an-kafaliana sy an-karatsiana dia mandondona ny varavaran'ireo solombavambahoaka ny mponina.

Noho izany dia mipetraka ny fanontaniana hoe misy andraikitra hafa vaovao ve omena ny solombavambahoaka manoloana ireo fanamby sy velirano nataon'ny Filohan'ny Repoblika ary indrindra manoloana ny hamehan'ny kere misy any an-toerana?

Naverimberin'ny Filohan'ny Repoblika nandritra ny fikaonan-doha fa ny solombavambahoaka no akaiky ny vahoaka sady mpisolo tena azy

Ny andraikitra hafa

Naverimberin'ny Filohan'ny Repoblika nandritra ny fikaonan-doha fa ny solombavambahoaka no akaiky ny vahoaka sady mpisolo tena azy. Noho izany dia anjara andraikitr'izy ireo ny mitatitra ny hetahetan'ny vahoaka eny ifotony amin'ny governemanta sy mampahatsiahy ireo asa tokony atao na tsy vita eny an-toerana. Ny zavatra voamarika anefa dia tsy voatatitra avokoa ireo faniriana izay entin'ny solombavambahoaka ireo satria rehefa tonga ny fotoana hihaonana amin'ny governemanta eny anivon'ny Antenimierampirenena dia voafetra ihany ny fandraisana fitenenana omena ireo solombavambahoaka tsirairay. Ary mbola hita soritra ihany izany nandritra ny fikaonan-doha. Tsy misy tokony ifanomezan-tsiny anefa izany satria fandaminana ara-potoana daholo no mahatonga izany.

Ny asa manaraka dia ny fiarahamiasa akaiky amin'ny governemanta amin'ireo tetikasa atao any an-toerana. Matetika ny fandraisana fanapahan-kevitra dia miainga avy aty amin'ny renivohitra izay misy ireo fahefahana mpanatanteraka. Koa amin'ny fanatanterahana ireo tetikasa dia ireo

solombavambahoaka no entanina hijery sy hanokatra lalana ho an'ny governemanta mba hanamora ny tetikasa. Ohatra iray anatin'izany ny fitadiavana tany hanaovana toby fiantsonana ho an'ny fitaterana rezionaly sy nationaly. Misy tranga toy ny hoe mamaritra tany ny ministera saingy lavin'ireo mponina eny an-toerana ny tolo-kevitra avy aminy. Koa mba hampirindra ny fifandaminana sy tsy hisian'ny korontana dia ny solombavambahoaka no hiara-hiasa amin'ny eny an-toerana. Toy izany koa ny fitadiavana tany hahafahana manao fambolena na fiompiana na fitrandrahana ka ilàna fotodrafitrasa sy tohana avy amin'ny minisitera.

Ankoatra izay dia eo koa ny fanohizana ny ezaka natomboky ny governemanta. Ny tranga misy dia rehefa miverina aty afovoan-tany ny tomponandraiki-panjakana dia mijanona ihany koa ny asa rehetra any an-toerana. Andrasana noho izany ireo solombavambahoaka hanentana hatrany ny mponina hanohy ny ezaka natomboka. Toy izany ny hetsika izay ataon'ny ministera sy ireo vondrona tsy miankina amin'ny fanjakana momba ny fanabeazana aizana, rehefa lasa ny mpanentana dia tsy misy tohiny intsony ka manjary very maina izay hetsika natao.

Araka izany dia tsy mijanona amin'ny fanaovana lalàna ny asa miandry ny solombavambahoaka. Tsy maintsy atao anefa izany satria anatin'ny fanarenana ny firenena ny mpitondra ary azo lazaina ho tamberin'andraikitra avokoa ireo voalaza ireo. Fanombohana ihany izao fikaonan-doha ho an'ny faritra Atsimo izao fa raha ny fanazavana nentin'ny tomponandraiki-panjakana dia hitohy amin'ny faritra rehetra manerana ny Nosy ny fifampidinihana entina mametraka politika ho an'ny fampandrosoana maharitra ho an'ireo faritra rehetra erak'i Madagasikara. Ny fanamby napetraky ny Filohan'ny Repoblika dia ny tsy hisian'ny distrika hadino na iray.

FINTIM-BAOVAO

Nofidian'ny Solombavambahoaka ho Filoha lefitry ny Antenimierampirenena avy amin'ny faritra Toamasina Ramatoa Naharimamy Lucien Irmah, tamin'ny 25 mey 2021 lasa teo. Marihina fa efa nitana izany andraikitra izany ny tenany tamin'ny Kongresin'ny Tetezamita, taona 2011 sy tamin'ny taona 2014. Natao ny faha 31 mey 2021 ny fifamindram-pahefana teo amin'ny Filoha lefitra teo aloha Michelle Bavy Angelica sy ny Filoha lefitra vaovao.



Mitohy hatrany ny faraha-miasa amin'ireo mpiaramiombon'antoka, ny EISA Madagascar sy ny PNUD ho fampitomboana ny fahaiza-manao ho an'ny mpiasan'ny Antenimierampirenena sy ny solombavambahoaka hatrany. Ny faha 13 jolay ka hatramin'ny faha 15 jolay 2021 lasa teo no nisian'ny atrikasa momba ny famolavolana sy fandinihina ny lalàna mikasika ny miralenta na ny «genre». Ny 28 jolay 2021 ary ny 28 sy 29 oktobra 2021 kosa dia manomana ny famolavolana ny fanatanterahana ny fomba fiasa ny vaomieran'ny fanombanana ny politikampanjakana.

Araka ny tapaka nandritra ny Filankevitry ny Minisitra tamin'ny 21 jolay lasa teo dia niatrika ny fivoriana tsy ara-potoana ny Antenimiera roa tonta nanomboka ny 03 aogositra ary nofaranana ny 13 aogositra lasa teo. Natao amin'ny alalan'ny fivoriana ampitain-davitra hatrany izany ho an'ny Antenimierampirenena mba ho fanajana hatrany ireo fepetra ara-pahasalamana sy ho fiarovana amin'ny valanaretina. Volavolan-dalàna miisa 5 no nodinihina sy nolaniana nandritra izany : lalàna efa mahakasika ny fankatoavana ireo famatsiam-bola isan-karazany entina manatanteraka ireo tetikasa fampandrosoana, ny fanamboaran-dalana ary ny fampiroboroana ny sehatry ny indostria, ny lalàna iray kosa dia momba ny fananganana ny « fonds souverain malagasy ».



Nanatrika ny fivoriambe iraisam-pirenena andiany fahadimy ho an'ireo filohan'ny Parlemanta ny Filohan'ny Antenimierampirenena ny faha-7 sy 8 septambra 2021, tany Vienne, Autriche. Fivoriana izay nandihina ny momba ny fandriam-pahalemana sy ny fampandrosoana ho an'ny olom-pirenena. Ao anatin'izany ny fiatrehana ireo laharam-pahamehana taorian'ny Covid-19, ny fiovan'ny toetrandro, ny fandraisana anjaran'ny tanora amin'ny fiainana politika ary ny miralenta.

Nitsangana tamin'ny faha-30 septambra 2021 ny fikambanana "National Assembly English Club" ao amin'ny Antenimierampirenena. Fikambanana izay entina hifampizarana traikefa sy hampiakarana ny fahaizamanao sy mampihatra ny teny anglisy. Anisan'ny fiteny miasa eo amin'ny fifandraisana amin'ny iraisam-pirenena ny teny anglisy, koa hanantenana fanatsarana sy fivoarana eo amin'ny sehatry ny asa ny fikambanana toy izao.



Tao Antsirabe no nanatanterahana ny « journées portes ouvertes » an'ny Antenimierampirenena ny 13 sy 14 oktobra 2021. Ankoatra ny fampahafantarana ny Andrim-panjakana dia nisy ny fifanakalozan-kevitra teo amin'ny solombavambahoaka sy ny vondrona firaisa-monim-pirenena HINA momba ny anjara asan'ny parlemantera sy ny firaisa-monim-pirenena manoloana ny fanatanterahana ireo voalazan'ny ODD mikasika ny ara-tsakafo.

Ny talata faha-19 oktobra 2021 no nisokatra ny fivoriana ara-potoana faharoa atrehin'ny Antenimiera roa tonta. Ankoatra ny fandinihana ny lalàna mifehy ny tetibolam-panjakana ho an'ny taona 2022 dia maro ireo asa miandry ny Solombavambahoaka mandritra izao fotoam-pivoriana izao. Anisan'izany ny tatitra ataon'ireo vaomiera mpanadihady sy mpamita iraka fampahafantarana, ny fisafidianana izay ho solontenan'ny Antenimierampirenena eny amin'ny CENI, ny fametrahana fanontaniana amin'ny mpikambana ao anaty Governemanta.



Andriamatoa Houssene Abdallah no nofidian'ny Solombavambahoaka ho solontenan'ny Antenimierampirenena ao amin'ny Komitim-pirenena mahaleo tena misahana ny ffidianana tamin'ny 26 oktobra 2021 lasa teo. Marihina fa efa nitana andraikitra maro teto amin'ny firenena Andriamatoa Houssene Abdallah, mpitsara misotro ronono izy ankehitriny ary efa Minisitry ny Fitsarana tamin'ny taona 1996-1997, Minisitry ny Jono tamin'ny 1997-2002, Solombavambahoaka voafidy tao Soalala tamin'ny taona 1997 sy tamin'ny 2014-2018 ary mpikambana teo aloha tao amin'ny Haute Cour de Justice avy amin'ny Antenimierampirenena.

LA VALORISATION DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE EN COMMISSION

Le droit parlementaire et la pratique législative exigent que tout projet de loi et toute proposition de loi doivent obligatoirement être examinés en commission, avant de suivre la suite de la procédure législative¹. Le travail parlementaire en commission fait partie intégrante de la principale étape de la procédure législative. Le respect de cette péripétie de pratique et de procédure valorise en partie ce travail. Mais d'autres outils et référentiels sont à y adjoindre. C'est cette importance particulière de ce travail parlementaire que notre rubrique essaie de mettre en exergue.

Le fait que les lois reviennent constamment au Parlement, la demande des nouvelles délibérations du Président de la République, des lois modifiant des anciennes lois entre autres prouvent que le travail parlementaire en commission n'a pas été honoré et que le législateur n'a pas su donner de temps suffisant pour leurs analyses et examens.

Reconsidérer le travail parlementaire

Justement, comment peut-on reconsidérer le travail parlementaire en commission ? Le terme valorisation appelle à reconsidérer les mécanismes, procédés et techniques à observer avant d'opérer tout projet ou toute proposition de la loi en commission, tel est par exemple le fait de respecter scrupuleusement la procédure de dépôt. La valorisation peut également s'entendre comme une pro-action du travail parlementaire en séance plénière en élevant plus haut la gamme technique, la potentialité des fonctionnaires et députés en action. Ce travail parlementaire en commission doit être précédé d'un travail préalable que sont les études, investigations et recherches particulières sur tout projet ou toute proposition de loi. En effet, le respect de la procédure de dépôt permet aux administrateurs de commission et aux députés de s'atteler, d'examiner de fond en comble toute initiative de loi. Chemin faisant, ils font le télescopage de toute initiative de loi vis-à-vis du droit comparé, de la doctrine et face aux jurisprudences et aux principes généraux de droit. Surtout, l'étude d'impact est à recommander afin de mesurer les conséquences juridico-sociales de l'initiative par rapport aux

ayants droits, aux bénéficiaires et à la société, en général. L'étude doit répondre à la question « pourquoi telle loi mais pas telle autre ? ».

Une bonne loi garante d'une bonne justice

D'où des justifications et des rapports conséquents et objectifs qui étayent les substrats sociojuridiques de toute initiative de loi. Ces rapports seront le « vade-mecum » des députés avant de rencontrer les membres du gouvernement en commission, et ce pour deux raisons : la première raison augure bien au sens du terme du mandat du législateur qui fait que la législation reste une action, un droit spécial dédié aux parlementaires à mieux légiférer ; la deuxième est qu'une bonne loi est garante d'une bonne justice. Mais, comment le travail parlementaire en commission s'effectue-t-il concrètement ? Les députés appuyés par des administrateurs de commission examinent à fond toute initiative de loi ; ils la recourent et ils mettent des points de suture et des points d'orgue. C'est une véritable opération chirurgicale doublée de passion. De la passion dans la mesure où « quand le droit bavarde, le citoyen lui prête plus qu'une oreille distraite »²

D'où le terme « legis » ou « légiste »³ par opposition au droit prétorien et qui se trouve dans l'option de tailler un peu plus toute initiative de loi. Quant au procédé technique, il vise à examiner tout projet ou toute initiative de loi article par article ; chapitre par chapitre, et enfin, on examine le texte dans son ensemble, et ce pour éviter l'adoption « à la va-vite ». Il importe de signaler que « beaucoup de lois tuent les lois ». Ce qu'on appelle

inflation législative. Qui est plus, la valorisation du travail parlementaire en commission réside sur la source cognitive ou sur les ressources humaines à déployer : le nombre de parlementaires à chaque commission pour entamer un débat sérieux avec les membres du gouvernement est de 15 à 25 membres par commission. La norme internationale des ressources humaines affectées est qu'un parlementaire doit être assisté par 1.5 fonctionnaires. Par inférence, 22,5 à 37,5 fonctionnaires méritent d'être déployés pour assurer l'ensemble des commissions. Si on applique, à titre d'exemple, ce ratio de quotité optimum à l'actuel effectif de 151 parlementaires, le nombre de commissions ne doit être à inférieur à 6 et ne peut excéder les 10 commissions.

En définitive, la valorisation du travail parlementaire en commission redore le blason du législateur pourvu que les lois votées assurent l'harmonie, la paix et la stabilité de la société.

*RAMANANA Mampody
Conseiller des Services de l'Assemblée nationale*

1- Article 50 à 57 de la Résolution n°01-2019/R portant règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Ainsi, la loi de procédure prime par rapport à la loi du fond selon le code de procédure civile malagasy.

2- Source : Rapport du Conseil d'Etat français de 1991, de la sécurité juridique.

3- Source : www.cnrtl.fr définition, légiste ; spécialiste des lois et <http://btbterminiumplus.gc.ca>: légiste, law clerk of the house ; law clerk and parliamentary counsel



Des députés en plein travail de commission

NY SOLOMBAVAMBAHOAKA : TSIMATIMANOTA VE ?

Tandroka tsy misaraka aman-tsofina ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena sy ny zo tsy ho azo enjehina. Fitaovana iray entiny manatontosa antsakany sy andavany ny andraikiny izany. Eo koa nefa no iaingan'ny fitsingolohana ka mahatonga ny olona sasany hihevitra azy ireny ho miditra amin'ny tsy tokony idirany. Tsy voatery ho mpitoraka voninkazo anefa ireny solontenam-bahoaka ireny fa mety hitsikera, hanakiana na hampitandrina mihitsy aza. Ilay olom-boafidy dia hihevitra fa tsy azo ihodivirana noho izany ny fiarovana azy noho ny andraikiny, fiarovana izay mety hampizarazara hevitra ny olom-pirenena.

I-Ireo rijan-teny ifehezana ny asan'ny solombavambahoaka.

Tsy entina amin'izay saim-pantatra fotsiny akory ny asan'ny solombavambahoaka fa misy ireo rijan-teny mifehy azy ary arahin'izy ireo tokoa. Miresaka betsaka mikasika izany tontolon'ny solombavambahoaka izany ireto fanovozan-kevitra enti-miasa ireto:

- ny Lalàmpanorenana,
- ny hitsivolana laharana faha-2014-001 tamin'ny 18 aprily 2014 anaovana ny lalàna fehizoro andraiketana ny fitsipika mikasika ny fampandehanana ny Antenimierampirenena,
- ary ny Fitsipika anaty izay karazana lalàna kely ho an'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena.

II-Ny Solombavambahoaka: tomponandraikitra voaaro

Ny tanjona voalohan'ny fiarovana eo amin'ny lafiny lalàna dia ny hahafahan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena miasa lavitry ny teritery sy ny tahotra. Misitraka izany koa ireo mpikambana ao amin'ny Antenimierandoholona saingy iry voalohany ihany no horesahina eto.

Avela halalaka tanteraka izy rehefa manatontosa ny asa nankinin'ny Lalàmpanorenana aminy mandritra ny fotoam-pivoriana. Tsy azo enjehina izy noho ny fanehoan-kevitra na latsabato nataony tao anatin'ny fanatanterahana ny asany¹. Miteraka fifandonana amin'ny tomponandraiki-panjakana sy ny ampahan'olona sasany ny fanaovany izany noho ny fitsikerana na fanakianana mavaivay ka mety

hiteraka valin'ady henjana.

Rehefa *ao anatin'ny fotoam-pivoriana*, raha sanatria ka misy heloka bevava nataony na heloka tsootra ka voasokajy ho fihetsika tsy mifandray akory amin'ny asany dia tsy azo enjehina na samborina avy hatrany koa izy hafa tsy hoe tratra ambodiomby. Tsy maintsy eo an-tanana aloha ny fanomezandalana avy amin'ny maro an'isa amin'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena² vao azo tanterahina ny fisamborana.

Na *anakoatra ny fotoam-pivoriana* aza dia mitoetra foana ny fefifefy voamarin'ny lalàna ka ahafahana misakana ny fisamborana avy hatrany ny mpikamban'ny Antenimierampirenena. Tsy avy hatrany akory dia azo atao ny fisamborana ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena fa mbola ilana fanomezandalana avy amin'ny maro an'isa ao amin'ny Biraon'ny Antenimierampirenena³.

Mifameno amin'izany koa, dia azon'ny Filohan'ny Antenimierampirenena atao ny mampiantso ilay vaomiera⁴ atsangana isaky ny fiandohan'ny fe-potoana fanaovan-dalàna miandraikitra ny fandinihina ireo fangatahana fampiatoana ny fitanana am-ponja sy ireo fepetra tsy ahazoana na amerana ny fahalalahana na ny fanenjehana Solombavambahoaka (izay voaresaky ny andininy faha-111 ao amin'ny Fitsipika anaty) mba handinika ny hampiatoana ireo fepetra ireo.

Misy ny fiarovana tsy voatondro anaty rijan-teny saingy heverina fa isitrahan'ny solombavambahoaka,

dia ny fiarovany mpandatsabato. Matoa voafidy izy tao amin'ny distrika nilatsahany dia niandany taminy ny ankamaroan'ny safidin'ny mpandatsabato. Raha tohintoshinina io olona niandanian'ny mpifidy io dia tsy hipetra-mora izy. Manaporofy izany ny fanambaràna ny tsy fankahasitrahana ny fanenjehana ny solombavambahoakany na ny fitakiana fanafahana madiodio hita eny amin'ny haino aman-jery. Ny hanovana ny hetsiky ny tomponandraikitra arapitsarana no kendren'izy ireny.

III-Solombavambahoaka: tomponandraikitra azo fehezina.

Tsy fialokalofan'ny olona tsy te hofehezina ny Antenimierampirenena. Tsy miantoka ny fandikan-dalàna nataony talohan'ny nahalany azy sy ny fandikan-dalàna madinika amin'ny fifamoivoizana ny zo tsy ho azo enjehina ananan'ny solombavambahoaka..

Tsy afaka manao izay danin'ny kibony eo amin'ny fanatontosany ny asany izy ireo, amin'ny fivorian'ny vaomiera sy ny fivoriambe satria efa misy ireo sazy ara-pitsipi-pifehezana mitatao amin'izay mania. Ireto avy ireo sazy hita ao amin'ny Fitsipika anaty ankehitriny:

- ny fampahatsiahivana ny fitandroana ny filaminana ;
- ny fampatsiahivana ny fitandroana ny filaminana miaraka amin'ny fanoratana ao amin'ny fitànana antsoratra ;
- ny famaizana miaraka amin'ny fanoratana ao amin'ny fitànana antsoratra ;
- ny famaizana miaraka amin'ny fanesorana vonjimaika.

Efa voapetraka amin'ny antspiriany ao anatin'izany koa, ohatra, ny paika arahina amin'ny fandanian-dalàna. Tsy maintsy ankatoavina ireny fepetra ireny.

Hita matetika ny solombavambahoaka eo amin'ny fanampiana ny valalatsimandadiharona amin'ny fiatrehana ny ady tany sy ny olana ara-pitsarana, ny fiatrehana ny tsy fandriam-pahalemana, ny fikaroham-bahaolana amin'ny tsy fahamarinan'ny fandraharahana...

Tsy tafiditra ao anatin'ireo tomponandraikitra ambony tsarain'ny Fitsarana avo ny solombavambahoaka. Midika izany fa tsaraina eny amin'ny antokom-pitsarana momba ny lalàna ifampitondran'ny daholobe ihany izy ireny raha vao misy ny fankatoavana ny fanesorana ny zo tsy ho azo enjehina. Izay sazy fampihatra amin'ny daholobe koa manjo azy fa tsy ho sazy politika toy ny an'ny filoham-pirenena.

Tsy afaka mihoa-pefy ny fitambaran'ny solombavambahoaka satria amin'ny fotoana sasany dia azon'ny Filoham-pirenena atao ny mandrava ⁵ ny Antenimierampirenena ka mahatonga azy ho sahirana hisedra latsabato indray.

Tsy afaka mandika ny Lalàmpanorenana amin'ny lalàna nolaniny izy ireo satria misy ny fanaraha-maso ny fanarahana ny Lalàmpanorenana. Izay fepetra manaraka ny Lalàmpanorenana ihany no avoakan'ny Filohan'ny Repoblika hanan-kery.

IV- Misy ny tsy ifankahazoana amin'ny vahoaka.

Olom-pirenena feno ny solombavambahoaka ka misitraka koa ny fitompoam-pahamarinana ary afaka maka mpisolovava hiaro azy

manoloana ireo rantsana mpanao famotorana sy ny fitsarana. Maro ireo mihevitra fa hanaiky mora ny fampiantsoana azy ho eny amin'ny borigandin'ny zandarimaria na eny amin'ny kaomisarià ny mpikamban'ny Antenimierampirenena iray. Manana izay heveriny ho hajany sy hambompony koa izy.

Ireny fiarovana isan-karazany ireny dia nomena ireo solombavambahoaka mba hahafahany misolo tena marina ny vahoaka sy miaro azy na dia amin'ny toe-javatra sarotra toy ny fifanoherana amin'ny manampahefana ambony aza. Saika ireo tsy mpankasitraka sy mpifanandrina ara-politika mantsy no mafana fo amin'ireny fanenjehana ireny solontenam-bahoaka ireny. Inian'izy ireo atao ny tsy mihaino hafa tsy feon-dakolosy tokana mampetipety ny tombontsoany.

Tsoa-kevitra

Solontenam-bahoaka voaaro araka ny rijan-teny manan-kery eto amin'ny tany sy ny fanjakana ny solombavambahoaka. Tsy azo bangana eo amin'ny fianana ara-politikan'io olom-boafidy io izany fiarovana izany mba tsy hahatonga azy hiharan'ny antsonjay ataon'ny tsy mpankasitraka noho ny fanatanterahany ny asa nankinin'ny Lalàmpanorenana taminy. Ireo mpandatsabato niandany taminy koa manana izay andrandrainy amin'ireny solontenany ireny, eny fa na hifandonany amin'ny tomponandraiki-panjakana hafa aza.

Ny tsy fitoviam-pijery ateraky ny tombontsoa samy manana ny azy no mety hahatonga ny solombavambahoaka hisy hihevitra ho tsimatimanota. Tsy tokony hanamatroka ny fahitana ireto solontenam-bahoaka ireto ny fananany rijan-tenin-dalàna miaro azy sy manavaka azy amin'ny maro. Misy tokoa ilay ohabolana hoe «Saonjo iray lohasaha, tsy ilaozan'izay hamarara.» saingy taomina kosa ny vahoaka hanana fijery mitodika amin'ny lafitsara: ny vahoaka no mifidy ny solombavambahoaka fa ny solombavambahoaka kosa manampy sy miaro ny vahoaka.

Marihina fa hita matetika ny solombavambahoaka eo amin'ny fanampiana ny valalatsimandadiharona amin'ny

fiatrehana ny ady tany sy ny olana ara-pitsarana, ny fiatrehana ny tsy fandriam-pahalemana, ny fikaroham-bahaolana amin'ny tsy fahamarinan'ny fandraharahana...

*Rambeloarisoa Andriamaro
Administrateur adjoint de services
Assemblée nationale*

1- Hitsivolana laharana faha-2014-001, and.9- Araka ny voalazan'ny andininy faha-73, andalana voalohany ao amin'ny Lalàmpanorenana, ny solombavambahoaka dia tsy tompon'andraikitra ara-panonerana na ara-tsazy tamin'ny hevitra naposany na latsabato nataony na ny fikabariany tao amin'ny Antenimierampirenena. Tsy azo enjehina izy, na karohina, samborina, tanana am-ponja na tsaraina noho ireo fisehoan-javatra ireo. (dikateny).

2- Hitsivolana laharana faha-2014-001 and.10 : Raha tsy hoe tratra ambodiomby, tsy misy solombavambahoaka azo enjehina na samborina noho ny heloka bevava na heloka tsotra nataony, ao anatin'ny fotoam-pivoriana, raha tsy nahazoan-dalana tamin'ny antsasamanilan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena. (dikateny)

3- Lalàmpanorenana, and.73 andl. 3 Tsy misy solombavambahoaka na dia iray aza azo samborina ivelan'ny fotoam-pivoriana, raha tsy nahazoan-dalana tamin'ny Biraon'ny Antenimiera, raha tsy hoe tratra ambodiomby, noho ny fanenjehana nomena alàlana na ny fanamelohana tanteraka.

4- Fitsipika anaty And.111. andl 1- Araka ny fepetra voalazan'ny andininy faha-13 amin'ny Hitsivolana laharana faha 2014-001 tamin'ny 18 Aprily 2014 anaovana ny Lalàna fehizoro mamaritra ny fitsipika mikasika ny fampandehanana ny Antenimierampirenena, dia atsangana eo ampiandohan'ny fepotoana fanaovan-dalàna, ny Vaomiera iray misy mpikambana tompon-toerana dimy ambin'ny folo sy mpisolotoerana dimy ambin'ny folo, miandraikitra ny fandinihina ireo fangatahana fampiatoana ny fitàna am-ponja sy ireo fepetra tsy ahazoana na amerana ny fahalalahana na ny fanenjehana Solombavambahoaka [...]

5- Lalàmpanorenana Repoblika fahaefatra, And.60 andl 1.- Azon'ny Filohan'ny Repoblika atao ny mandrava ny Antenimierampirenena rehefa avy nampahafantatra ny Praiminisitra, sy naka ny hevitr'ireo Filohan'ny Antenimiera.

IREO SOLOMBAVAMBAHOAKA VAOVAO

Ny Didim-pitsarana laharana faha 04-HCC/AR tamin'ny 21 aprily 2021 no nametrahan'ny Fitsarana Avo momba ny Lalampnananana an'Andriamatoa Ramaroson Bonaventure ho Solombavambahoakan'i Madagasikara hisolo toerana an'dRatompokolahy Adriano Giscard, izay nodimandry tamin'ny 13 aprily lasa teo. Solombavambahoaka voafidy tamin'ny antoko « Isika Rehetra Miaraka amin'i Andry Rajoelina » tao amin'ny distrikan'i Manakara, faritra Vatovavy Fitovinany.

Torian'ny nanendrena ny Solombavambahoaka ny Solombavambahoaka Raymond, voafidy tao Antsiranana I ho Minisitry Lefitra momba ny Fiompiana dia Andriamatoa Dahy Ramamonjisoa Herman no misolo toerana azy ao amin'ny Antenimierampirenena araka ny Didim-pitsarana laharana faha-06-HCC/AR tamin'ny 06 septambra 2021.



RAMAROSON Bonaventure

« Zanaka mpanao politika ny tenako ka tsy vaovao amiko io tontolo io » hoy izy raha nihaona tamin'ny ekipan'ny Akon'ny Antenimierampirenena. Ny rainy, Ramaroson Lucien Pascal, dia tao amin'ny antoko AREMA nandritra ny taona maro ary nandray andraikitra tamin'ny fiainam-pirenena toy ny filoham-pokotany, filohan'ny firaisana ary ben'ny tanàna.

Eo amin'ny lafiny politika dia tao anatin'ny mpanohana ny Filoham-pirenena ankehitriny izy ary mpiandraikitra ara-teknika sy politika anatin'ny TGV Vatovavy Fitovinany, mpikambana tao amin'ny kabinetran'ny filoha lefitra avy amin'ny Faritany Fianarantsoa nandritra ny Kongresin'ny Tetezamita.

Ny momba azy manokana kosa dia teraka tamin'ny 30 jona 1978 tao Manakara, manambady, manan-janaka 3 vavy sy lahy tokana. Notezaina tao anatin'ny finoana loterana ary zanak'Ankaramalaza, olona tsotra, azo atonina sy mora resahina. Rehefa nahavita ny fianarana tao amin'ny lycée technique tao Fianarantsoa ny tenany dia nanao « gestion » tany Toamasina ary nanao fanofanana momba ny fambolena sy fiompiana ihany koa. Rehefa niditra tamin'ny sehatry ny asa kosa dia mpandraharaha amin'ny fitaterana ny tenany ary nangana ny « Entreprise Bonaventure ».

Raha nanontaniana momba ny fizaran'ny Faritra Vatovavy sy Fitovinany izy dia nanambara fa safidy amin'ny lafiny fitantanana na « administratif » io fizarana io ary ny faritra Vatovavy no nangataka izany. Fa na toy ny ahoana fizarana dia tsy mampiova ny fifandraisana eo amin'ireo faritra roa ireo izany na ny mahakasika ny fihavanana na ny fiaraha-miasa satria maro ny tombontsoa iombonan'izy ireo.

Nambarany fa matetika dia misy fifandisoana ihany ny fandraisan'ny vahoaka ny andraikitra tokony raisin'ny solombavambahoaka. Tsy midika akory izany fa mandà izay adidy rehetra andrasan'ny vahoaka aminy ny tenany. Fa amin'ny maha mpanao lalàna azy dia hanao izany asa izany izy. Eo ihany koa ny fanaraha-maso ny asan'ny governemanta, ny fitondrana ny vinan'ny Filoham-pirenena ho tanterahina eny anivon'ny distrika, ny fitaterana ny hetahetan'ny vahoaka amin'ny Governemanta, ary anisan'ny imasoany fatratra ny fiadiana amin'izay fomba rehetra ijerena ireo tsy an'asa.



DAHY RAMAMONJISOA Hermann

Teraka tamin'ny 15 Janoary 1972 tao Antananarivo, zanaka miaramila officier retraité ny tenany, nianatra tao amin'ny sekoly miaramila "SE.MI.PI" tao Beravina Fianarantsoa ary nanohy nianatra « gestion » taty aoriana. Manambady ary manan-janaka efa izay notezaina tamin'ny fianarana so-ratra masina, nomarihiny fa tsy manavaka ara-pinoana izy mivady tamin'ny fanabeazana ireo zanany fa rehefa mino an'Andriamanitra dia ampy izay.

Mpandraharaha ara-toekarena no anton'asany. Teo amin'ny sehatra fiompiana no nanaovany fiofanana isan-karazany ary niroso tamin'izany asa izany tamin'ny alalan'ny fiompiana omby, ondry, osy, akoho amam-borona ary tantely. Rehefa nihitatra ny fihariana dia nanorina hotely fandraisam-bahiny ihany koa ny tenany.

Ankoatra ny asa aman-draharaha dia tsy vaovao amin'ny tontolon'ny politika ihany koa izy satria efa nandalo sehatra maro tamin'izany. Ny taona 2003 hatramin'ny 2007 dia ben'ny tanana tao kaominina Mahavanona distrikan'i Antsiranana II. Tao anatin'izany dia voafidy ho filohan'ny fikambanan'ny ben'ny tanana tao Antsiranana II ihany koa izy. Ny taona 2013 dia lany ho filohan'ny filankevitra tao amin'ny kaominina Mahavanona. Nilatsaka ho fidina Solombavambahoakan'i Antsiranana II tamin'ny antoko tsy miankina ny taona 2014.

Ny momba ny firehana politika kosa dia efa nanohana ny Filoha Andry Rajoelina tamin'ny voalohany ka hatramin'izao. Ka nanomboka ny taona 2012 dia filoha kaominalin'ny TGV tao Mahavanona ny tenany no niandraikitra ny toeran'ny filoha lefitry ny departemantan'ny TGV ao Antsiranana II.

« Amin'ny maha solombavambahoaka vaovao ahy dia vonona ny tenako hanohy sy hanatsara ny asa izay efa vita teo aloha ary manana vina hampandroso ny distrikan'i Antsiranana II, toy ny fanamboaran-dalana ao amin'ny ceinture montagne d'Ambre, fanatsarana ireo barazy, fampidirana rano fisotro madio, fametrahana jiro manazava ao amin'ny fokontany tsirairay ary hanatanteraka fanomezana kopia ho an'ny zaza izay mbola tsy manana. »

NY FITANTANANA NY HASIM-PANDAMINANA ETO AMIN' NY ANTENIMIERAMPIRENENA

Manana ny anjara toerany manokana eo anivon' ny Antenimierampirenena ny hasim-pandaminana (logistique). Tanjona amin' izany ny fikolokoloana, ny fanadiovana, ny fanatsarana ireo fotodrafitrasa anatin' ny ivelan' ny lapam-panjakana. Anisan' ny antoka mahalavorary ny asa mantsy ny fisian' ny tontolo iainana madio sy ny fananana fotodrafitrasa mifanentana amin' ny maha lapam-panjakana ny toeram-piasana. Fiarovana izay mety hampizarazara hevitra ny olom-pirenena.

Ezahan' ny tompon' andraikitra arak'izany ny manomana sy manatsara, miatrika ny zava-misy eo ary mikojakoja ireo efa misy mba hahatontosa antsakany sy andavany ny asa tanterahina .

Misy sampan-draharaha telo sahanin' ny fitantanana ny « logistique » eto amin' ny Antenimierampirenena, dia ny misahana ny tontolo iainana, ny misahana ny fiara ary ny misahana ny fanajariana ny trano.

Sampan-draharaha misahana ny tontolo iainana (service de l'environnement interne du palais)

Miompana betsaka amin' ny fanadiovana ny tokontany, fikoloana ny zavamaniry, fanadiovana ny aty sy ivelan' ny trano, ireo birao isan-tsokajiny, ny efitrano fivorian' ny solombavambahoaka no imasoan' ny sampan-draharaha. Mpiasan' ny Antenimierampirenena miisa 35 no miandraikitra izany.

Noho ny fisian' ny valanaretina covid-19 sy noho ny hamaroan'ny olona mifamezivezy ao amin'ny Lapan'ny Antenimierampirenena, dia nandray fepetra manokana ny fitantanana eo anivon' ny andrim-panjakana ka manao famendrahana fanafody indray mandeha isan-kerinandro, ka ny zoma no hanatanterahana izany. Ity sampandraharaha ity no miandraikitra izany.

Sampan-draharaha misahana ireo fiara (service Parc Automobile)

Misehatra amin' ny fikojakoja ireo fiara eo anivon' ny Antenimierampirenena ity sampan-draharaha ity. Mpiasa miisa 64 no miandraikitra izany izay ahitana mpitantsontra, mpamily ary teknisiana manana fahaizana manokana amin' ny fanamboarana fiara.

Mikasika ny fiara kosa, miisa 26 izy ireo no miasa ka fiara lehibe ny 5, izay miompana manokana amin' ny

fitaterana ny mpiasa mba hisorohana ny fahatarana amin'ny fidirana miasa indrindra mandritry ny fotoampivorian' ny solombavambahoaka ; hitaterana ihany koa ireo fitaovana ilaina amin' izany raha toa ka misy ny fiovan' ny toeram-pivoriana. Nandritra ny hamehana ara-pahasalamana dia nafindra teny amin'ny efitrano fandraisana fivoriambe iraisampirenena teny Ivato ny fivorian'ny solombavambahoaka, nampiasaina araka izany ireo fiara lehibe hitaterana ireo fitaovana enti-miasa nandritra izany. Ankoatr'izany ihany koa, misy ny asa izay tsy vita ao anaty birao ihany fa ilàna fivezivezena eny amin'ny ministera isan-karazany. Ny sisa kosa dia ampiasain' ireo mpikambana ao amin' ny birao maharitra ny Antenimierampirenena sy ireo Tale isan-tsokajiny avy. Tsara marihana fa fiaram-panjakana avokoa izany. .Raha ny fitombon'ny isan'ny mpiasa sy ny fivoaran'ny asa izay tanterahina dia tsy ampy ny isan'ny fiara, ary etsy andaniny efa ela niasana ny ankamaroan' izy ireo.

Ankoatry ny fiara, manana “moto” iray ihany koa ny Antenimierampirenena, ampiasaina hanafaingana kokoa ny fivezivezena mandritry ny asa izany. Ny Sampandraharaha ao amin'ny Arofenitra no mampiasa azy, sampandraharaha miandraikitra ny fikarakarana ny taratasin'ireo hamita iraka any ivelan'i Madagasikara, na solombavambahoaka, na mpiasan'ny Antenimierampirenena. Tsy ampy anefa na izany aza io fitaterana iray io satria misy maromaro ny sampandraharaha no manatanteraka asa any ivelan'ny toeram-piasana. Tsapa anefa fa mahomby kokoa ny fanatanterahana ny asa hatramin'ny nampiasana azy io.

Anisan' ny fitaratra amin' ny fampanarahan-dalàna moa ny Antenimierampirenena ka misy ny fotoana manokana hitsirihana ireo

fiara rehetra ireo, izay notanterahina teny anivon' ny lapam-panjakana ny 05 jolay 2021 lasa teo. Tsy natao ambanin-javatra izany mba hisorohana ny olana isankarazany.

Na eo aza nefa ny fahanteran' ny fitaovana sy ny fiara dia miezaka hatrany hampandeha ny asa ireo tompon' andraikitra voakasik' izany.

Sampan-draharaha misahana ny fanajariana ny trano (service des bâtiments)

Miantoka ny fahalavorarian' ny asa eo amin' ny Antenimierampirenena ihany koa ny fisian' ny birao. Anisan' ny laharam-pahamehana eo amin' ny fitantanana noho izany ny fikojakoja ny fanatsarana ireo fototrafitrasa ireo. Misahana izany ity sampan-draharaha ity, toy ny fikojakoja ny anatin' ny ivelan' ny trano fiasana, ny fanarahamaso ireo fitaovana rehetra ao, toy ny fantsona fandehanan' ny rano, ny fantsona mitondra ny herinaratra, ireo fitaovana mila fanamboarana toy ny seza, fanamboarana ireo fitaovana madinika any amin' ny toeram-pidivovana.

Na dia efa ela niasana aza anefa ny fotodrafitrasa eo anivon' ny toeram-piasana, dia tsy mikely soroka fa miezaka ny manatsara hatrany ny mpitantana.

Fikasana lehibe ho an' ny mpitantana ny Antenimierampirenena ny hahavitan' ny trano lehibe R+4, hoentina hanatsarana hatrany ny fanatanterahana ny asa eo amin' ity andrim-panjakana ity.

Miandraikitra ny fampihaingoana ny lapa ihany koa ity sampan-draharaha ity mialoha sy mandritry ny fankalazana ny fetim-pirenena.

R.Fanja

Asan'ny Parlemanta

NY FANARAHAMA-MASO NY FAHEFANA MPANATANTERAKA

Isan'ireo andraikitra iantsorohan'ny parlemanta ny fanaraha-maso ny asan'ny governemanta. Raha aravona dia fanaraha-maso amin'ny angom-baovao sy fanaraha-maso pôlitika no ataon'ireo mpikambana ao amin'ny parlemanta. Voaresaka ao anatin'ny Lalàmpanorenana izany anjara raharaha izany. Misy koa nefa ireo hetsika izay miendrika fanaraha-maso ivelan'izany izay ataon'ireo tsindrilentam-pahefana samihafa kanefa miantraika koa amin'ny fomba fiasan'ny governemanta na raisiny ho loharanon-kevitra. Raisina ho ohatra amin'izany ny fiaraha-monim-pirenena, ny vondrona mpandraharaha, ny vondrona politika tsy voasolotena ao amin'ny parlemanta na misafidy ny hetsika ivelan'izany sehatra izany, olona fakan-kevitra, ny mpanao gazety amin'ny endriny rehetra... Mikendry ny hanitsy na hamily ny dian'ny fahefana mpanatanteraka izy ireny.

I- Ny fanaraha-maso eny anivon'ny parlemanta

- Ny fisitrahana ireo tombontsoa natokana ho an'ny fanoherana aradàlana sy demokratika

Ny zon'ny mpanohitra, ohatra, dia ankatoavin'ny ny Lalàmpanorenana ny Repoblika faha-4 eto Madagasikara. Ny Mpanohitra eken'ny Lalàmpanorenana (and.14 andalana 5) dia manan-jo hiteny araka izay voalazan'ny Fitsipika anatin'ny Antenimierampirenena ao amin'ny and.58 andl.7 izay milaza fa «andro telo amin'ny fotoam-pivoriana isam-bolana no atokana amin'ny lahadinika tapahin'ny Antenimiera araka ny hetsi-piniavan'ireo Vondron'ny mpanohitra ary koa ny an'ireo Vondrona vitsy an'isa». Manan-jo hametra-panontaniana voalohany mandritra ny 15 minitra izy mandritra izany ka ny lehibeny no misolo tena azy amin'izany. Io ilay fotoana fametraham-panontaniana ataon'ny solombavambahoaka sy ny valiny avy amin'ny governemanta. Ankoatra izany dia manan-jo hitana ny toerana iray amin'ny filoha lefitry ny Antenimierampirenena sy hitarika ny iray amin'ireo vaomiera maharitra misy ao amin'ny Antenimierampirenena farafaharatsiny ny Mpanohitra. Zo ahafahana miteny ireo telo ireo ka mety hampieritreritra ny mpitondra ka hanitsiany izay tsy mety. Ny lalàna laharana faha-2021-006 no miresaka indrindra ny satan'ny fanoherana sy ny antoko mpanohitra toy ny fahafahana misitraka haino aman-jerim-panjakana. Voalaza ao

koa fa afaka mandray na raisin'ny solontenam-pirenena hafa ny lehiben'ny fanoherana amin'ny fomba ofisialy. Nomarihin'ny Fitsarana avo momba ny Lalàmpanorenana tamin'ny didy laharana faha-08-HCC tamin'ny 21 jolay 2021 mikasika ny lalàna laharana faha-2021-006 anefa fa ny lehiben'ny fanoherana amin'ny fomba ofisialy dia mpitarika ny fanoherana anivon'ny parlemanta fotsiny ihany fa tsy ny fanoherana ivelan'ny parlemanta akory.

Any Cote d'Ivoire kosa dia an'ny mpanohitra eny anivon'ny antenimierampirenena ny toeran'ny filoha lefitra iray amin'ireo roa ao amin'ny Vaomiera fanombanana ny politikam-panjakana. Mbola ny mpanohitra anivon'ny parlemanta koa no mitarika ny vaomiera mpanao famotorana rehefa mitaky ny hananganana izany ny filohan'ny Repoblika¹.

- Ny fametraham-panontaniana

Izany fametraham-panontaniana izany dia mety ho mivantana na an-tsoratra. Soratana andro vitsivitsy mialoha ny lahadinika ny fanontaniana. Miantefa amin'ny praiminisitra na amin'ny iray na maromaro amin'ireo minisitra izy ireny amin'ny ankapobeny.

Rehefa an-tsoratra izy ireny dia avoaka ao anaty gazetim-panjakana (fahita amin'ny lalàna momba ny parlemanta any amin'ny firenena afrikana mampiasa ny teny frantsay). Ohatra, ny and.124.1 amin'ny fitsipika anaty

mifehy ny antenimierampirenena any Cote d'Ivoire: «1- Les questions écrites sont publiées au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire dans le mois qui suit leur transmission. Les réponses du Président de la République y sont également publiées. ». Toy izany koa ny antenimierampirenena frantsay araka ny and.135.5 ao amin'ny fitsipika : « Les questions écrites sont publiées, durant les sessions et hors session, au Journal officiel. ». Tsy voalaza kosa ny famoahana izany ao anaty gazetim-panjakana ho an'ny Antenimierampirenena malagasy.

Misy ireo fanaraha-maso tontosain'ny vatatenan'olona na vondron'olona ivelan'ny parlemanta, tsy voatery ho voamarin'ny Lalàmpanorenana kanefa misy fiantraikany amin'ny fahefana mpanatanteraka

Izay manitikitika mafy ny sain'ny solombavambahoaka no ametrahany fanontaniana ka tsy hahafaly azy raha toa ka tsy asiana valiny izy ireny. Voatery hitandrina ny tompon'andraikitra hamaly ny fanontaniana mifantoka amin'ny sehatra saro-pady,



Ny Filohan'ny Repoblika, ny Praiministra sy ny mpikambana anaty Governemanta
Sary : Ny fiadidiana ny Repoblika

fitandremana izay mety tsy hijanona eo amin'ny valin-teny fotsiny fa ho tonga hatrany amin'ny fikendrena vokatry metimety kokoa.

Misy fotoana mitsingeringerina anaovana azy ireny. Ny fantatry maro eto amintsika dia ilay atao hoe fametraham-panontaniana avy amin'ny solombavambahoaka sy ny valiny avy amin'ny governemanta² izay ifanatrehana amin'ny praiminisitra sy ny minisitra. Misy amin'izany ny fitsinjarana ny isan'ny fanontaniana araka ny isan'ny mpikambana ao amin'ny vondrona parlemantera³.

Any Cote d'Ivoire kosa dia amin'ny Filohan'ny Repoblika amin'ny ankapobeny no apetraka ny fanontaniana saingy afaka mamindra fahefana amin'ny Praiminisitra izy amin'ny famaliana izany.

Araka ny fihetr'Andriamatoa Doumbe Billé, mpampianatra tao amin'ny Onivesite Lyon 3, Frantsa, eo amin'io fotoana io dia ny mandrisika ny mpitondra hanezaka bebe kokoa no ataon'ny parlemantera avy amin'ny fitondrana. Izay lafiny azo tsikeraina ihany kosa no manitikitika ny mpanohitra⁴.

Ao Frantsa koa dia ny mpanohitra no mametraka ny antsasaky ny fanontaniana arahina adihevitra mikasika ny tsoa-kevitra ny tatitry ny vaomiera mpanao famotorana na ny iraka fanangonam-baovao na fanombanana, mandritra ny

fotoana anaraha-maso ny asan'ny governemanta sy ny fanombanana ny politikam-panjakana voalazan'ny andininy faha-48 andalana faha-4 ao amin'ny Lalàmpanorenana frantsay ankehitriny.

Tsy hita ao amin'ny Lalàmpanorenana malagasy kosa ny fitsipaham-pitokisana anesorana tompon'andraikitra iray

- *Fehin-kevitra mikasika ny toe-draharaha mafana*

Ny fehin-kevitra dia entina manome ny fomba fijery mikasika ny raharaha iray voafaritry tsara. Taomina handinika akaiky ny olana sy hitondra vahaolana ny fitondrana⁵. Ity fomba fiasa ity dia manery ankolaka ireo tompon'andraikitra ao amin'ny Mpanatanteraka hanao ny metimety kokoa sy hanitsy ny diany.

Mety ho nampiasa saina mafy ny mpitondra tamin'ny fotoan'androny, ohatra, ny fisian'ny Fehin-kevitra laharana faha-003-2015 entina manangana Vaomiera parlemantera iray mpanao famotorana mifandraika amin'ny zava-misy ankehitriny ao amin'ny Kaompania Air Madagascar na koa ny Fehin-kevitra laharana faha-002-2015/R entina manangana

Vaomiera parlemantera iray mpanao famotorana momba ny fisintonana vola 17 345 663 667,90 Ariary tao amin'ny Banky Foben'i Madagasikara. Nihevitra mantsy ny solombavambahoaka fa tsy manaraka ny fenitra rehetra arahina amin'ny famoaham-bolam-panjakana ny namoahana izany volabe izany tamin'ny 28 mey 2015. Novoizina teny amin'ny fampitam-baovao izy ireny. Mety hisy fiantraikany amin'ny fitiavan'ny vahoaka ny mpitondra azy izany rehefa mifanontona amin'ny anton-javatra maromaro.

Marihina fa enti-manangana vaomiera mpanao famotorana ireny fehin-kevitra ireny ary hita ao amin'ny famelabelarana ny antonantony kosa ny fomba fahitana ny toe-draharaha nitondra any amin'ny famoronana ny fehin-kevitra.

- *Ny fitsipaham-pitokisana*

Fahita amin'ny lalàna momba ny parlemanta amin'ireo firenena afrikana miteny frantsay ny fitsipaham-pitokisana, izay fanehoan'ny antenimiera ny tsy fankahasitrahany ny governemanta. Ny Antenimierampirenena malagasy, ohatra, dia afaka mametraka fitsipaham-pitokisana rehefa misy izay heveriny tsy azo ileferana amin'ny governemanta. Mametrapihalana ny governemanta raha toa ka lany izany... Tsy hita ao amin'ny Lalàmpanorenana malagasy kosa ny fitsipaham-pitokisana anesorana tompon'andraikitra iray.



Fitsipaham-pitokisana koa no nahafahan'ny tsy mpankasitraka azy nanilika ny praiminisitra Emmanuel Rakotovahiny tamin'ny fotoan'andron'ny Filoha Zafy Albert tamin'ny 17 mey 1996, taorian'ny fanitsiana ny Lalàmpanorenana ny Repoblika Fahatelo ka nahafahan'ny Filohan'ny Repoblika manendry azy avy hatrany ho praiminisitra. Tsy voafehiny mantsy ireo tsy mpankasitraka tao amin'ny Antenimierampirenena.

- *Ny fangataham-pitokisana*

Araka ny filazan'ny rakibolana eny amin'ny internety Reverso Dictionnaire, ny fangataham-pitokisana dia fangatahan'ny governemanta ny parlamenta mba hiandany amin'ny politikany amin'ny alalan'ny latsabato.

Voalazan'ny Lalàmpanorenana ankehitriny ny fisian'izany fangataham-pitokisana ⁶ izany. Antsitrapo fa tsy an-tery no anaovana izany. Toy ny manontany ny governemanta hoe «Sitrakareo ve ny hitazona anay miaraka amin'ny politika arahinay?». Raha iandanian'ny latsabaton'ny maro an'isa izy dia tafajanona eo amin'ny toerany. Raha ny mifanohitra amin'izany no mitranga dia mametra-pialana any amin'ny Filohan'ny Repoblika ary manendry Praiminisitra vaovao indray ny Filohan'ny Repoblika.

- *Ny fiampangana ny filoham-panjakana*

Matetika no mitady ireo toe-javatra tsy mampety ny mpanatanteraka ny vondrona ao anatin'ny fanoherana. Fanaraha-maso amin'ny angom-baovao

ampiasaina ihany koa ny fitadiavana izay lesoka eo amin'ny fihetsiky ny filoham-panjakana.

Tsy afa-nifanaraka intsony ny Filoha sy ny Governemanta ary ny Antenimierampirenena ny taona 1993 ka hatramin'ny 1996. Rehefa hitan'ny Filoha ny lesoka teo amin'ny Lalàmpanorenana dia nampanao fitsapankevibahoaka ametrhana fanitsiana manamafy ny fahefany izy tamin'ny taona 17 septambra 1995 . Nolanian'ny Antenimierampirenena anefa ny fanambaràna ny tsy fahafahamiasan'ny Filoha tamin'ny 26 jolay 1996. Isan'ny anton'izany ny fampitarazohana ny famoahana hanan-kery ny lalàna maro sy ny fampiankinana ny fisafaoan-draharaha ankapoben'ny Fanjakana amin'ny Fiadidiana ny Repoblika, rantsa-mangaika izay natao hanara-maso ny fitantanan-draharaham-panjakana. Eo koa ny tsy fankahatsitrahana ny fanendren'ny Filoha mivantana ny praiminisitra. Nankatoavin'ny Fitsarana avo momba ny Lalàmpanorenana izany fanambaràna ny tsy fahafaha-miasa izany tamin'ny 5 septambra 1996 .

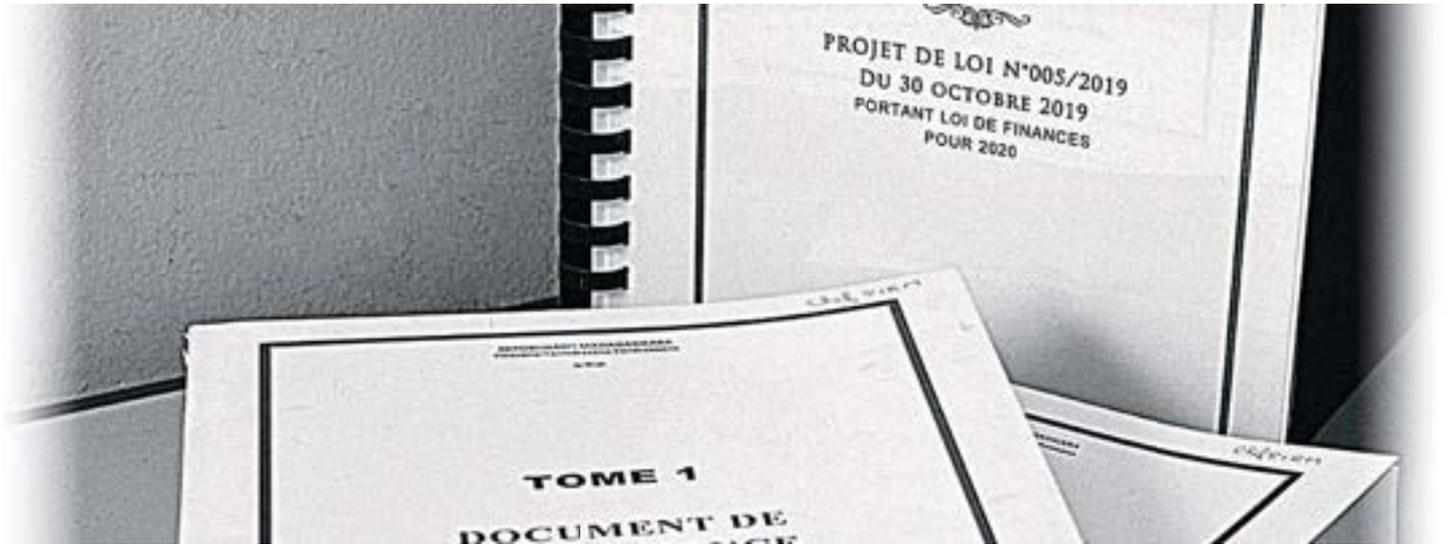
Ny tao amin'ny Pôlinezia frantsay kosa dia maro an'isa ambivitra no nananan'ingahy Oscar Temaru, mpitaky fahaleovan-tena, tamin'ny fifidianana natao ny 14 jona 2004 satria nandresy tamin'ny vato 29 no ho 28. Marihina fa ny mpikamban'ny antenimiera no mifidy ny filohan'i Pôlinezia frantsay. Tamin'ny fitsipaham-pitokisana tamin'ny 9 oktobra 2004 nefa dia niandany tany amin-dry Gaston Flosse ny antsasamanila ka izy indray no Filoha. Tsy nanaiky lembehana ireo mpomba an'i Oscar Temaru ka niampangana azy ho

mpanao kolikoly sady nanatsikafona ny fisian'ny «fanonganam-panjakana amin'ny alalan'ny lalàna». Hatreo dia nisy ny tsy fahamarinan-toeran'ny fitondrana ⁷ hatramin'ny 2011 ka isan'ny nifampitana tamin'izany izy roalahy ireo.

Ny fanitsakitsahana maromaro ny Lalàmpanorenana toy ny fitarazohan'ny famoahana hanan-kery ny lalàna, tsy fanajana ny fitsipiky ny fisaraham-pahefana... ohatra, no antony nifarahan'ny tsy mpankasitraka tamin'ilay fikasana hanilika ny Filoha Rajaonarimampianina tamin'ny taona 2016. Niandanian'ny maro an'isa izany fanonganana izany tamin'ny 26 mey 2015. Tsy nankatò izany kosa nefa ny Fitsarana avo momba ny Lalàmpanorenana araka ny didy laharana faha-24-HCC/D3 navoakany tamin'ny 13 jona 2015.

- *Ny famondronan-kery enti-manohitra*

Nisy ny vondron'ny solombavambahoaka ⁷³ nitaky ny fialan'ny Filohan'ny Repoblika Hery Rajaonarimampianina teny amin'ny Fitsarana avo momba ny Lalàmpanorenana noho ny tsy fahavitany nametraka arapotoana ireo rafitra voatondron'ny Lalàmpanorenana. Nitovy fomba fijery tamin'izy ireo koa ry Rajaonarivelo Fanantenana sy ny namany ka naravon'ny HCC ho iray ny didy. Tsy nanaiky izany ny HCC araka ny didy navoakany laharana faha-18-HCC/D3 tamin'ny 25 mey 2018. Nahazo rariny tamin'ny ampahany ihany anefa ireo mpitaky. Niaiky mantsy ny Fitsarana avo momba ny Lalàmpanorenana tao amin'ny andininy faha-2 tao amin'io



didy io fa mbola tsy tafapetraka ny Fitsarana Avo. Namokatra ihany koa ny fitakiana satria nanambara ny didy fa ao anatin'ny dimy andro no hanendrena ireo solontenan'ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona ao amin'ny HCDDED; tendrena ao anatin'ny fito andro ny Praiministry ny marimaritra iraisana; ny governemantan'ny marimaritra iraisana indray avy eo no hikarakara ny fifidianana tontosaina amin'ny taona 2018 araka ny andian-dalàna momba ny fifidianana vaovao; voalaza koa fa tontosaina anatin'ny folo andro nivoahan'ny didy ireo fepetra voalazany. Niaraha-nahita tokoa ny fahatanterahan'ny fifidianana filoham-pirenena tamin'ny taona 2018.

- *Ny fandaniana ny teti-bolam-panjakana*

Ny Parlemanta no manome alalana ny teti-bola. Eo indrindra no ilana ilay maro an'isa eny amin'ny Parlemanta mba handany izany ka ahafahana miala amin'ny fepetra hafa voatery hasolo izany, fepetra izay mety tsy hahafa-po tanteraka ireo andry iraisam-pirenena misahana ny ara-bola izany. Navoaka hanan-kery tamin'ny alalan'ny hitsivolana, ohatra, ny lalàna mifehy ny fitantanam-bolam-panjakana amin'ny taona 2020 noho ny tsy fitovian-kevitra teo amin'ny Antenimierampirenena sy ny Antenimierandoholona izay manana maro an'isa tsy mpankasitraka ny fitondrana ankehitriny.

- *Ny Vaomiera misahana ny fanombanana (sy ny fizohiana)*

Ny fanombanana ny politikam-panjakana dia asa ataon'ny rafi-panjakana handrefesana ny

fiantraikan'ny politika notanterahina mba hampazava ny fandraisana fanapahan-kevitra. Zava-baovao ihany ity karazana vaomiera ity ho an'ny Antenimierampirenena malagasy. Hita ao amin'ny lalàmpanorenana'i Frantsa io rafitra io hatramin'ny nanavaozana ny lalàmpanorenana tamin'ny taona 2008. Toraka izay koa ny lalàmpanorenana ivoariana ankehitriny. Ho an'ny Antenimierampirenena ivoariana ahitana mpikambana miisa 24 izy io sady otronin'ny mpiasampan-jakana ao anatin'ny sampana fitantanandraharaha. Avy amin'ny mpanohitra ny iray amin'ireo mpampaka-teny ao. Ahafahana mampandray anjara ny mpanohitra ny rafitra toy itony eo amin'ny fanombanana sy ny fizohiana ny politikam-panjakana. Fomba fiasa mampandray anjara ny ankolafy isankarazany no hita ao amin'ity rafitra ity. Fampandraisana andraikitra ny mpanohitra ho fisorohana ny tsy fahafaliana no hita eto. Malalaka eto ny fanakianana nefa raha halalinina tsara dia fiaraha-miasa aza no misy.

Ny Parlemanta no manome alalana ny teti-bola. Eo indrindra no ilana ilay maro an'isa eny amin'ny Parlemanta mba handany izany

II- Ny fanaraha-maso fampiasa ivelan'ny parlemanta

Maro tokoa izy ireo mpisehatra ivelan'ny parlemanta manana ny ambarany mikasika ny raharaham-

pirenena ary miantraika koa amin'ny fahefana mpanatanteraka ny asan'izy ireny. Tsy voatery ho voalaza mazava anatin'ny Lalàmpanorenana akory ny asan'izy ireny.

- *Ny fanohintohinana ny lalàna manan-kery*

Fahita matetika ny hetsika miendrika fanaraha-maso miainga avy amin'ny fanoherana ny votoatin'ny lalàna efa lany tanteraka sy nahazoana ny didy avy amin'ny Fitsarana avo momba ny Lalàmpanorenana ary navoaka hanan-kery. Nisy, ohatra, vondron'olom-pirenena nanakiana ny lalàna laharana faha-2017-023 mifandraika amin'ny faritra manokana anaovana asa fampandrosoana (ZES) ka nanondro ny fampanofana tany hoentimamokatra (and.24), ho fivarotan-tanindrazana. Araka izay nasehon'ny tranon-kalam-pifandraisana Land Portal ⁸, ny «Collectif Tany» sy ny «Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives de Développement-Océan Indien» CRAAD-OI ohatra dia niangavy ny hanafoanana io lalàna io noho ireo ahiahy maro ka isan'izany ny hoe «Tsy nisy akory loabary an-dasy sy ny fakana ny hevitra ny olom-pirenena teo amin'ny famolavolana ilay lalàna», ary «manam-pahaizana manokana vahiny...» no namolavola izany lalàna izany ka tsy mifanitsy amin'ny filan'ny firenena. Takian'izy ireo noho izany ny hanafoanana ny fandaniana ny lalàna momba ny faritra manokana anaovana asa fampandrosoana ary tohanany ny hetsiky ny olom-pirenena mitaky ny lalàna momba ny tany izay manao ho laharam-pahamehana ny Malagasy amin'ny fananana sy fampiasana ny



tany. Raha ny «Collectif Tany» manokana, tamin'ny fanehoan-kevitra nataony tamin'ny 8 marsa 2018 ⁹ izay navoakan'ny Land portal, dia nilaza mihitsy fa hahavery tany ny Malagasy an'arivony mandritra ny fotoana ela na mety ho tsy manam-petra mihitsy aza ny lalàna momba ny ZES; ho very mihitsy ny fiandrianam-pirenena raha toa ka ankinin'ny Fanjakana amin'ny Manamahefa Fampanaraham-penitra ny Faritra manokana anaovana Asa Fampanandrosoana (AZES) ny fitantanana ny faritra voafantina ho an'ny ZES; ho sakodiavatra ny vahoaka eny ifotony amin'ny famantarana na hahatsara ny fiainany izany na ho kabary ambony vavahady (...)

Tsikaritra ho mailo tokoa ny fitondrana tamin'ny fanatanterahana ity tetikadim-pampanandrosoana ity. Nisy, ohatra, manam-pahaizana ara-toe-karena iray, araka izay notaterin'ny gazety mpiseho isan'andro iray tamin'ny 19 marsa 2019, nitondra fanazavana mahitsy kokoa izay nanantitra fa tsy ZES akory ilay atao hoe «parc industriel» hapetraka any Moramanga, ary tsy ny ZES akory no mampisavorovoro saingy mila fanamboarana kosa ny lalàna momba izany.

Toy izao ihany koa ny lalàna laharana faha-2016-029 tamin'ny 24 aogositra 2016 izay notondroin'ny mpanao gazety sasany ho manapotika ny fahafahana na nahatonga azy ireo nanao fihetsiketsehana hanoherana ny fampiasana izany. Taty aoriana dia niverenana nodinihina ka nivoaka ny lalàna laharana faha-2021-006 izay manova izany lalàna izany. Midika izany fa niantraika tany amin'ny minisitery tompon'andraikitra ny hetsik'ireo mpisehatra eo amin'ny

fampitam-baovao sy ny serasera.
- *Ny fampitsikafonana ireo vaovao politika saro-pady*

Matetika dia afenina izay toedraharaha mety hanahirana ny fitondrana. Ireny indrindra anefa no hazain'ny mpisehatra ivelan'ny Parlemanta. Maro tokoa izy ireo ka tsy ho ary ho voatanisa fa singanina fotsiny amin'izany izay voaresaka eto.

Midika izany fa niantraika tany amin'ny minisitery tompon'andraikitra ny hetsik'ireo mpisehatra eo amin'ny fampitam-baovao sy ny serasera.

Natsikafon'ny Sendikàn'ny Industria eto Madagasikara (SIM) vao teo ampiandohan'ny taona 2003 ny fisian'ny fanafoanan-kaba amin'ny fanafarana akora fototra nisitrahan'ny vondrona orinasa TIKO ka manapotika ny mpamokatra eto an-toerana . Ny 26 jona 2007 dia nisy ny famelana hetra natao ka ny vondrona Tiko no nisitraka be izany. Ary koa, ny orinasa ALMA no nisitraka ny fifanekena fandrakofana ny lalana tao Antananarivo, renivohitr'i Madagasikara. Tamin'ny volana novambra 2008 no vaky am-batolampy ny raharaha Daewoo fa navoakan'ny gazety amerikana Financial Times, izay nahitana ny fanomezana ho an'ny sosaiety kôreana tatsimo Daewoo, mandritra ny 99 taona ny tany 1,3 tapitrisa hektara eto Madagasikara , izay manitsakitsaka ny fandalàna ny

tanindrazana, soatoavina malagasy tsy amidy tsy atakalo eo amin'ny vahoaka sy ny tany». Izany tany lavavolo izany dia hamokarana “huile de palme” sy katsaka ary ho takalon'io dia hanangana fotodrafitrasa sy hamorona asa 70.000 ny Daewoo ¹⁰.

Ireny vaovao ireny no nohararaotin'ny tsy mpankasitraka ka nataony ho isan'ny fiaingana amin'ny fanoherana izay niafara tokoa tamin'ny fianjeran'ny fitondran'Andriamatoa Ravalomanana. Nanampy trotraka izany koa ny fivoizan'ny gazety teto an-toerana ireo vaovao ireo.

Nampihena be ny fitiavana ny antoko sôsialista tao Frantsa kosa tamin'ny fotoan'andron'Ingahy Mitterand ny fanatsikafonan'ny fitsarana frantsay tamin'ny taona 2008 ny raharaha « Angola gate » izay nahavoarohirohy tompon'andraiki-panjakana maro tamin'ny resaka varotra an-tsokosoko fitaovam-piadiana sovietika tany Angola.

- *Ny fivondronan'ny mpanohitra*

Fomba iray iandrandrana ny fitsimbadian'ny maron'isa amin'ny fifidianana ny fivondronana eo amin'ny mitovy tanjona (ary tsy voatery hitovy firehana). Araka izany, tonga teo amin'ny fitondrana ny Antoko Ankavia mitambatra tao Frantsa tamin'ny fotoanan'Ingahy François Mitterand. Teto Madagasikara, nandresy tamin'ny fomba demokratika ny fitondran'Andriamatoa Ratsiraka ireo antoko sy fikambanana sosialy maro loko nivondrona tao amin'ny Hery Velona izay natsangana manokana mba hanilihana io mpitondra io amin'ny fomba demokratika.

Tany Kenya kosa dia nahafahana nandresy tamin'ny fomba demokratika ny olona nokasain'ingahy Arap Moi hapetraka ho Filoha (izay tsy iza fa ny zanany Uhuru Kenyatta) ny vovonana National Rainbow Coalition (NARC) izay niarahana antoko mpanohitra sahabo ho dimy ambin'ny folo ka nahalany an'i Mwai Kibaki, kandidan'ny Democratic Party tamin'ny volana aogositra taona 2002.

Ny Roboben'ny Mpanohitra ho an'ny Demokrasia eto Madagasikara (RMDM) dia hita fa rafitra najoro hitsinjovana sahady ny fifidianana filoham-pirenena amin'ny manaraka ary hanantenana fandresena. Lojika izany satria ny fanantenana ny fitsimbadian'ny maro an'isa no antom-pisian'ny fanoherana.

- Ireo fanehoan-kevitra momba ireo sehatra isan-karazany amin'ny raharaham-pirenena

Fanao mahazatra ny Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena (SeFaFi) ohatra ny mamoa

fanehoan-kevitra mihompana aminà sehatra iray. Mivoaka eny amin'ny gazety mpiseho isan'andro izy ireny ary misy fiantraikany kely ihany amin'ny tompon'andrakitra amin'izay sehatra iantefany, indrindra fa ny Governemanta. Nambarany tamin'ny fanehoan-kevitra 14 mey 2004 ohatra fa niteraka fahabangana aman-davitrisa iraimbilanja maro tao amin'ny volam-panjakana ny fanesoran-kaba nankatoavin'ny Antenimierampirenena ka nampiharina tamin'ny taona 2003. Samy voa amin'izany na ny Fanjakana na olom-pirenena¹¹. Taty aoriana kely dia nivoaka ny lalàna laharana faha-2004-010 manova sy mameno ny lalàna laharana faha-2003-026 tamin'ny faha-27 aogositra 2003 mikasika ny fanesoran-kaba amin'ny tarify faditseranana sy ny hetra. Hita teo amin'ny famelabelarana ny antonantony ny hoe «Noho ny fangatahan'ny mpandraharaha eto amin'ny firenena sy taorian'ny fifampidinihana tamin'ny mpiaramiombona antoka ara-toe-karena, dia naroso ny fitondrana fanamboarana ao amin'izao lalàna izao amin'ny fampitsaharana ny fampiatoana ny TVA amin'ireo vokatra sasantsasany.» (dika teny malalaka). Milaza izany fa tsy vitan'ny hoe nahatatra ny hetahetan'ny hafa fotsiny ny SeFaFi

fa mety ho noraisin'ny mpitondra ho fanovozan-kevitra mihitsy teo amin'ny asany. Ohatra iray anatin'ny maro ihany izany satria ao ireo mpisehatra eo amin'ny tontolo iainana, eo koa ireo mpiaro ny zon'olombelona...Tsy voatery ho vondron'olona izy ireny fa misy ihany koa olona mandeha amin'ny anarany manokana kanefa raisin'ny maro ho fitsiahy ny fanehoan-keviny.

Fehiny

Tsapa fa mampirona ny Mpanatanteraka any amin'ny fanatsarana ny fanaraha-maso na anivon'ny Parlemanta izany na ivelan'ny Parlemanta. Misy koa nefa ny tranga mahatonga ny tson-tsori-mamba isarahana, dia ny fametraham-pialana izany.

Etsy ankilan'izany dia tsy azo tsinontsinoavina koa ny asan'ireo mpisehatra ivelan'ny Parlemanta. Tsy mitonona ho mpanara-maso ny ankamaroany saingy mahavita tsy nahy izany fanaraha-maso izany. Misy mandray ho môdely ireny fanehoan-kevitra toa miendrika fitaomana ireny ka misy akony amin'ny asan'ny Governemanta na ny Filoham-pirenena mihitsy aza. Miova hatrany amin'ny saim-bahoaka mihitsy rehefa feno sy mandaitra ny fampitan-kafatra.

Mila fifehezana ny fampiasana ireo fanaraha-maso. Tsy rehefa hahafahana manery ny fahefana mpanatanteraka ka mampitsimbadika ny maro an'isa akory dia holazaina hoe fanaraha-maso daholo. Tsy mety ary tsy rariny ny mivarilavo amin'ny fanonganampanjakana miainga avy amin'ny fanaraha-maso atao amboetra.

Azo eritertina fa mety hisy mpanao pôlitika hanao azy ireny ho fitaovana iaingan'ny asa fanoherana noho izy ireny iandrandrana fiovampitantanana na fitondrana fitondrana iray manontolo mihitsy aza.

*Rambeloarisoa Andriamaro
Administrateur adjoint de services
Assemblée nationale*

1- And 131 sy 126.4 amin'ny Fitsipika anatin'ny Antenimierampirenena ny Cote d'Ivoire tamin'ny 27 jolay 2018

2- Lalàmpanorenana, and.102 : [...] Fivoriana iray isaky ny dimy ambin'ny folo andro farafahakeliny, ka anatin'izany ny fivoriana atao mandritra ny fotoam-

pivoriana tsy ara-potoana voalazan'ny andininy faha-76 dia atokana ho an'ny fanontanian'ireo mpikambana ao amin'ny antenimiera sy ireo valiny avy amin'ny Governemanta.

3- Fehin-kevitra laharana faha-01-2019/R mikasika ny Fitsipika anatin'ny Antenimierampirenena, and.170 andl 2 : Faritana arakaraka ny isan'ny mpikambana ao aminy ny isan'ny fanontaniana isaky ny Vondrona.

4- Cours vidéo pour une formation AOTP en ligne dispensée par l'Université Senghor en 2017, Le contrôle informatif

5- Fehin-kevitra laharana faha-01-2019 mikasika ny fitsipika anatin'ny Antenimierampirenena, and.114- [...] Ny Solombavambahoaka dia afaka mametraka ny Tolo-pehin-kevitra :

1. [...]
2. mitaona ny Governemanta mba handinika sy hamaha ny raharaha iray voafaritra tsara eo amin'ny politikan'ny toekarena, fitantanam-bola, fitantanam-draharaha, sosialy na kolontsaina mahakasika ny fiainam-pirenena na ho tombontsoan'ny Firenena.

6- Lalàmpanorenana, And. 100.- Aorian'ny fanindihana nataon'ny Filankevitry ny Minisitry, dia azon'ny Praiminisitry atao ny manamby ny andraikitra ny Governemantany amin'ny fametrahana fangataham-pitokisana.

Tsy azo atao ny fandatsaham-bato raha tsy afaka valo amby efapolo ora aorian'ny fametrahana fangataham-pitokisana. Raha toa ka ny antsasa-manilan'ny mpikambana ao amin'ny Antenimierampirenena no mitsipaka ny fangataham-pitokisana dia mametraka ny fiainany amin'ny Filohan'ny Repoblika ny Governemanta.

7- Wikipédia, Polynésie française : « En 2004, plusieurs formations se regroupent autour du Tavini et forment l'UPLD. De 2004 à nos jours une période d'instabilité chronique s'ouvre : 13 gouvernements se succèdent entre 2004 et 2011, mais seulement 3 hommes occupent la place de président : Gaston Flosse, Oscar Temaru et Gaston Tong Sang. »

8- Rohy : <https://www.landportal.org/fr/blog-post/2021/02/le-vote-de-la-loi-sur-les-zes-doit-%C3%AAtre-annul%C3%A9>, Le vote de la loi sur les ZES doit être annulé : «Le Collectif TANY et le CRAAD-OI réclament l'annulation du vote de la loi sur les ZES et appuient les revendications des citoyens qui réclament un droit foncier garantissant la priorité à la population malgache pour la propriété et l'usage des terres. »

9- Rohy : <https://landportal.org/fr/blog-post/2018/03/la-loi-sur-les-zones-%C3%A9conomiques-sp%C3%A9ciales-zes-une-porte-ouverte-%C3%A0-1-%E2%80%99accaparement>

10- Rohy : <https://www.jeuneafrique.com/161761/societe/l-affaire-daewoo-alimente-la-col-re-contre-le-gouvernement/>

11- Sehatra fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena, du bon usage de l'argent public, II - Les entorses aux pratiques budgétaires, Antanarivo, 14 mai 2004 : Ces exonérations, décidées par le Président de la République, ont été entérinées par l'Assemblée Nationale pour être appliquées en septembre 2003. Certains estiment à plus de 1.000 milliards FMG le manque à gagner pour les finances publiques, et pensent que cette décision serait à l'origine de la dépréciation actuelle de notre monnaie nationale. L'Etat et les citoyens sont les grands perdants de l'opération.

Madame NORO ROBINSON

Députée et Première Femme Vice-Président de l'Assemblée Nationale
populaire
(1989-1991)



Dans ce numéro, AKO a choisi, dans sa rubrique « Portrait d'un député qui a marqué l'histoire de l'Assemblée nationale », la première femme à accéder au poste de Vice-président de l'Assemblée nationale. Une militante engagée à l'époque sur tous les fronts de l'intérêt général. Camarade Noro ROBINSON ANDRIAMAROLAHY (NRA) était omniprésente dans les médias à travers ses activités au sein du bureau politique de son parti, l'AREMA. Lors de ses descentes sur le terrain, rencontrer les militants de base était toujours un événement inoubliable pour ces derniers. On sentait à l'époque cette communion, cette affinité qui liait à tout moment les différentes structures du parti dictées par ce qu'on appelait « Le Centralisme démocratique » (*Teny miakatra ifampierana, teny midina ifampifehezana*). NRA portait des valeurs fortes aidant ainsi son parti à réaliser un projet ambitieux, construire une société nouvelle, plus juste, plus équitable dans laquelle chacun trouvera mieux sa place.

A l'Assemblée nationale, le jeune fonctionnaire que j'étais, était impressionné par sa qualité de dirigeante. Une Séance plénière présidée par NRA reste toujours bien structurée. Avec un peu de dirigisme, Noro ROBINSON ANDRIAMAROLAHY affrontait les rappels au règlement, questions préjudicielles ou préalables (et ils n'en manquaient pas à l'époque) avec sang-froid et détermination. Elle avait cette capacité d'imposer à la plénière que l'ordre du jour prévu devrait être l'unique et seul sujet du débat du jour.

Je me réjouis comme tout le monde qui connaît NRA très sincèrement de ce choix de AKO.

Née en 1952, Noro ROBINSON, de son vrai nom ROBINSON Elisabeth Harinoro était la première femme vice-président de l'Assemblée Nationale Populaire. Son père était gouverneur et sa mère sage-femme. Benjamine de la fratrie, elle avait 10 frères et sœurs.

Quoique étant élue Vice-président au titre de la province d'Antananarivo, elle a exercé ses fonctions avec un sentiment national et était convaincue qu'on ne peut construire une nation dans la division perpétuelle, en l'absence d'un esprit patriotique.

Juriste de formation, elle a suivi ses études secondaires au Lycée Jules Ferry, ses études universitaires à l'Université de Madagascar et a suivi plusieurs formations aux Etats-Unis d'Amérique, en France, en Union Soviétique et en Afrique. Etudes au cours desquelles elle a obtenu le diplôme de Licence en Droit Public et Sciences Politiques (régime de 4 ans) et le diplôme de Droit et Technique des Affaires (DTA).

Elle s'est intéressée très tôt à la vie associative dont le scoutisme et les associations d'étudiants.

Animée par l'amour de son pays et ayant un sens aigu de l'autre, elle a milité au sein du parti AREMA et en est devenue membre du Bureau Politique après avoir été Vice-président de la

province d'Antananarivo. Aspirant à faire bouger les lignes, la militante qu'elle fut était convaincue qu'il fallait être un acteur et non un spectateur pour pouvoir apporter sa contribution au développement du pays.

Ce qui l'a amené à accepter d'être candidate député aux élections législatives et devenir député de Madagascar, estimant que les actions de la législation font partie des meilleurs moyens susceptibles d'avoir un impact direct sur la société.

La députée Noro ROBINSON s'est distinguée par le calme avec lequel elle gérait les discussions houleuses lors des séances parlementaires.

« Il faut toujours être à l'écoute et respecter les points de vue de tout un chacun et en même temps faire régner la démocratie » disait-elle souvent et «cultiver la création d'un besoin de travail commun ».

Sensible à la cause féminine, au développement et à l'épanouissement des femmes en général, elle a très tôt milité en ce sens. Elle se réjouit de la prise de responsabilité des femmes

parlementaires au sein de l'actuelle Assemblée nationale, piliers de la Nation et leur souhaite plein succès dans leurs missions.

Fidèle à ses principes, en 1991, quand la population a voulu un changement de dirigeants dans le pays, la députée Noro ROBINSON fut la première à plier bagage estimant qu'il faut être à l'écoute du peuple et respecter son choix. C'est ainsi qu'elle termina sa carrière dans la magistrature.

Veuve d'un officier général de l'Armée et mère de famille, elle a su transmettre à ses proches et aux officiers de l'Académie Militaire dont elle la marraine, ses valeurs qui lui sont si chères.

Après avoir gravi tous les échelons dans le service public de la magistrature jusqu'à la Présidence du Conseil d'Etat, Camarade Noro ROBINSON ANDRIAMAROLAHY se retire maintenant dans son village à l'ouest d'Antananarivo, y couler une retraite paisible et bien méritée.

Source : Rabarijaona Velontahiana

Calvin R.

COOPERATION BETWEEN THE NATIONAL ASSEMBLY AND THE UNITED NATIONS SYSTEM IN MADAGASCAR



Delivery of the UNDP donations for the benefit of the National Assembly on 28th of September 2021

A remarkable increase and closer cooperation between the National Assembly and the General Coordination of the United Nations System in Madagascar should be noted since the advent of this legislature.

Following the various audiences that Madame Razanamahasoa Christine, the President of the National Assembly has granted to each Resident Representative of the different UN Agencies and Specialized Institutions, starting from the one with Mr. Issa Sanogo, the General Coordinator of the United Nations System in Madagascar; various actions have been taken:

I- This is how on Wednesday June 02nd 2021, a virtual meeting between Madame President of the National Assembly, Razanamahasoa Christine took place with the United Nations electoral needs assessment mission.

This was the opportunity for Madame the President of the National Assembly to take stock of the situation on the last presidential elections but also and above all to propose the possible needs of Madagascar with regards to the presidential elections of 2023 among others:

- The timely distribution of all voter cards

- Strengthening training for electoral offices with a view to strict compliance with the texts governing elections
- Maintaining the equal access of candidates to the public media
- More professionalism in the treatment of results and more transparency
- The display of results at the level of Fokontany and Municipalities
- Encouraging citizens to feel more responsible in the life of the nation.
- Revision of the texts at least one year before the elections if necessary
- Switching to the biometric electoral list to avoid various anomalies
- Strengthening the electoral education for the citizens

- The establishment of a peaceful atmosphere throughout the electoral process
- Monitoring various forms of electoral violence, especially on social networks
- Respect to all laws governing elections
- United Nations aid should therefore be directed towards meeting these needs.

II- Following the letter dated on May 04, 2021 from the Resident Coordinator, Issa Sanogo, the subject of which was the contribution of the United Nations System to the 2021 Parliamentary Sessions, a Public Hearing of the United Nations System at the National Assembly took place on May 14, 2021. Almost all the UN Agencies or Specialized Institutions were present with the presentation of their activities in Madagascar followed by discussions and proposals from the Deputies.

At the opening of the Session, Madam the President's address was particularly eloquent in relation to Madagascar's membership in the United Nations. In particular, she said the following: "Our work today is a bit special because we receive the Resident Representations of the entire United Nations System (UNS) in Madagascar. As you know, the Republic of Madagascar is a member of the United Nations and the Malagasy people are part of what its charter affectionately calls "People of the United Nations".

As Deputies, we embody the democratic representation of the Malagasy population. It is our duty to know in details what the UNS Agencies, Projects and Programs are doing in Madagascar in order to be able to check whether they are really working towards achieving the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) on the one hand and in to what extent do they contribute to the implementation of general State policy alongside the Malagasy public authorities on the over hand.

These are the main reasons why Mr. Issa Sanogo, the Resident Coordinator of the UNS in Madagascar and myself

agreed to organize a meeting of all the Agencies during our last audience in January 2021, Projects and Programs of the UNS working in Madagascar with the Deputies so that they can present their activities in favor of the Malagasy population; the difficulties they encounter but also the specific actions carried out in the current contexts of the Covid-19 pandemic and the drought in the south of the country.

The interest of this meeting is none other than the ownership of the implementation of the 2030 agenda and to allow us to monitor the effectiveness of actions on the ground.

Mr. Resident Coordinator,
Ladies and Gentlemen, Resident Representatives of United Nations Agencies in Madagascar,
Ladies and Gentlemen, Project and Program Managers,

We are pleased to welcome you to this virtual Plenary Session of the National Assembly. I hope that as a result of this meeting our friendly and working relations will be strengthened in the best interests of the people of this country."

The main highlights of the interventions of the Deputies focused on:

- a. The state of the nutritional situation in Madagascar, especially in the disaster-stricken regions of the South
- b. The need for continued mass awareness of the dangers of HIV/AIDS
- c. The need for equitable / balanced national coverage of UNS interventions, while recognizing the priority of so-called disadvantaged areas and / or areas suffering from disasters
- d. The need to ally with national deputies for information sharing and planning in the southern regions, particularly on issues of famine and human rights
- e. The issue of popular vindictiveness (especially for vanilla theft and land issues) and the revitalization of strategies to deal with it
- f. The need to develop a synergy of ownership by Deputies and by the population of the cooperation

activities of the UNS, anchored on the promotion of the objectives of sustainable development in the decade of action towards 2030

g. The need to use the means at the disposal of the National Assembly to advance issues that can facilitate the impact of UNS cooperation, including parliamentary oversight, social dialogue and legislative work

In order to lay the foundations for consultation between the technicians of the SNU and those of the National Assembly, the Secretary General of the National Assembly and the PDA met on June 1 and explored the following options:

h. The possibility of creating a Network or "Caucus" of Deputies on the Sustainable Development Goals

i. The creation of an inter-Commission synergy of the National Assembly on important issues in southern Madagascar (in particular through the meeting of the relevant parliamentary Committees, for example: Committees on population, on security, etc.); to do this, a meeting with the relevant Commissions took place on July 14, 2021.

Indeed, the Chairmen of the Committees of the Interior and of Decentralization, of Public Security; of the Public Policy Assessment met with the United Nations Development Program (UNDP) on July 14, 2021.

It was an opportunity for both parties to present the activities at the level of their respective structures and subsequently identify the cooperation actions to be carried out together and in concert.

With a such impressive cooperation between the National Assembly and the General Coordination of the United Nation System in Madagascar continues with a well-established planning, we expect a speedy accomplishment of the The Sustainable Development Goals.

R. Calvin

MADAGASCAR'S REGIONAL INTEGRATION: FOCUS ON THE SOUTHERN AFRICAN DEVELOPMENT COMMUNITY (SADC)

The question of the interests and benefits of Madagascar to SADC's membership always comes up in the debates and analyses of the public and political life of the country. The Malagasy parliament plays an important role in regional integration, it has a strategic position especially in the protection of national sovereignty

All about the Southern African Development Community

The Southern African Development Community (SADC) is a regional group of 15 States Members founded in 1980. The SADC's vision is a common future that is part of a regional community that ensures an economic well-being, an improvement of the standard of living and quality of life, freedom, social justice, peace and security for all people of southern Africa. This vision is rooted in the common values, principles and historical and cultural affinities that exist between the peoples of southern Africa.

The SADC economic community has devoted itself to the establishment of the ideals of free trade, free movement of people, democracy, and respect for human rights. SADC's mission is to promote sustainable and equitable economic growth and socio-economic development through efficient production systems, to reduce poverty and increase the standard of living and quality of life of the peoples of southern Africa, greater cooperation and integration, good governance, lasting peace and security.

All this so that the region can become a competitive and effective actor in international relations and global economy. Thus, the main objective of SADC is to promote the development of trade between Member States, the economic development of Members and the development of foreign direct investment.

Madagascar within the Southern African Development Community

Madagascar joined SADC in August

2005 and became a full member in August 2006. It is also one of the islands of the South-West Indian Ocean which has integrated the free trade area of SADC, which is effective since August 2008. This means that 85% of products from the 14 SADC Member States will be exempt from customs duty. Currently, the SADC member states are Angola, Democratic Republic of the Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mauritius, Mozambique, Namibia, Seychelles, South Africa, Swaziland, Tanzania, Zambia and Zimbabwe.

Thus, SADC represents a potential of 250 million consumers. Consequently, Madagascar's integration is particularly noticeable in terms of trade. Indeed, concerning the exports made by Madagascar, in a general way, the goods are transported to South Africa which receives the 58.7% of Malagasy exports. Mauritius is the second largest trading partner by buying 30% of the goods exported to SADC countries.

The Cooperation organ on policy, defence and security condemns the continuation of the occupation and exploitation of the Glorious Islands by France

Three groups of goods are mainly exported by Madagascar to the Community countries. They include: textile products in the form of yarns, cotton fabrics and clothing,

vanilla and petroleum products and derivatives. Among those products, textile products represent 39.4% of total exports, followed by vanilla, which represents 11.7%, and 8.2% of exports are petroleum products.

Other products such as cloves, dried peas, frozen fish, crustaceans and molluscs and many other are also included in the list of items exported by Madagascar to SADC countries, although they are associated with lower percentages compared to the first three groups.

The Southern African Development Community Parliamentary Forum

The Parliamentary Forum, created in 1997, is an autonomous part of SADC. It is the current structure of liaison and discussion among parliamentarians of the region. The Forum aims to bring together the parliamentarians of the Member States, to promote the role and participation of parliamentarians in many areas such as human rights, gender equality, good governance, democracy, peace, economic development ... Following the 47th session of the Parliamentary Forum Plenary Assembly in 2020, it changed its name and became the "Regional Parliament" of the Southern African Development Community.

The National Assembly of Madagascar is strongly represented in this organization. Masy Goulamaly, deputy of Madagascar, is elected Vice-President of the Committee on Gender Equality, the Promotion of Women and Youth Development (GEWAYD) of the SADC Parliamentary Forum. Knowing



that the GEWAYD Commission of the SADC Parliamentary Forum aims to strengthen existing tools to promote gender equality. FIAROVANA Lovanirina Céléstin, deputy of Madagascar, is also elected Vice-Président of FP SADEC within the Human Social Development and Special Programs Commission.

Also, the Parliamentary Forum of the SADC awarded a certificate of service rendered to the President of the National Assembly, Christine Razanamahasoa as a member of the Executive Committee. Knowing that the members of the Executive Committee sit for two years and have the role of overseeing the implementation of policies and issues related to the management of the Forum.

The Challenges of the Southern African Development Community's integration

Madagascar's entry into SADC reinforces the competitiveness of economic operators through training and transfer of know-how ; the opening up of new markets and stimulating competition and the promotion of Foreign Direct Investment. But especially, it provides the support of member countries on sovereignty issues.

As a concrete example, on the question of the scattered islands, a strong delegation of Malagasy deputies met at the International Conference Center in Ivato, to show their solidarity with the Ministry of Foreign Affairs during the first ordinary session of the National Assembly of Madagascar in May 2020. They called for mediation between the African Union and the SADC in the negotiations between France and Madagascar on the Scattered Islands. For Christine Razanamahasoa, the president of the National Assembly,

the statement of deputies is an appeal to the government. Indeed, this mediation can only take place if the government officially relays it.

She explains why they want to call the SADC and African Union mediation by saying : « I think it is a legitimate appeal and, of course, a legal one, according to the principle that governs groupings of countries that have the same interests, defend common interests, political interests, and economic interests. France which encounters problems makes recourse to the European Union. The decree decided by France was decided unilaterally, while these Glorious Islands, part of the Scattered Islands are the subject of ongoing negotiations that must be resumed. I think it is an unilateral decision by France on these islands that should not take place ».

Madagascar's entry into SADC reinforces the competitiveness of economic operators through training and transfer of know-how ; the opening up of new markets and stimulating competition and the promotion of Foreign Direct Investment

Following this, the day after the celebration of the 60th anniversary of Madagascar's independence on 26 June 2020, the debates on the request for restitution of the scattered islands annexed by France were restarted. The subject was then on the agenda of the videoconference meeting of the Council of Ministers of the Political,

Defence and Security Cooperation Body within the SADC, held on June 25-26, 2020.

A Malagasy delegation led by the Minister of Foreign Affairs (MFA), Tehindrazanarivelo Liva Djacoba, participated in the meeting during which he made an advocacy for the support of SADC member states. "Madagascar knows that it can count on the Community's spirit of solidarity and union to support it in this claim from part of its territory," the Minister said.

According to an official statement of the MFA on June 28, 2020, Madagascar has obtained the unanimous support of SADC member states in its demand for the implementation of Ministers Council's resolutions of the Organization of African Unity (OAU) and the United Nations General Assembly. On the official website of the SADC, the Cooperation organ on policy, defence and security « condemns the continuation of the occupation and exploitation of the Glorious Islands by France ».

The same statement specifies that the Malagasy islands file was placed on the agenda by the Secretary of SADC following the sending on June 9 of this year by the MFA of its verbal note of protest against France's plan to create a national natural reserve covering all waters allegedly under French jurisdiction bordering the Glorious Islands and their terrestrial environment.

However, the COVID19 pandemic has prevented the continuation of negotiations, which we hope will continue as soon as possible.

Jul

Guide de la sagesse

LES PROVERBES RELATIFS À LA VIE POLITIQUE

Les créateurs du proverbe n'ont pas besoin d'être expert en vie politique. Cependant, leur capacité à conseiller sur la voie du succès est impressionnante. Leurs proverbes décrivent également certains traits ridicules trouvés dans la société. Mais attention ! Le contraire est aussi possible car les proverbes peuvent être utilisés pour faire l'éloge de quelqu'un.



Qui paie sa dette s'enrichit

En payant sa dette, on assure ou on augmente son crédit.
[Proverbe français]

Par allusion aux actuels recours aux institutions financières internationales, les pays bon payeurs auront le privilège de pouvoir accroître leurs investissements car les bailleurs de fonds accepteraient d'augmenter le montant du prochain prêt.

Une de nos armes les plus puissantes est le dialogue.

[Proverbe africain]

Des conflits se résolvent le plus souvent par des négociations.

Dans les relations internationales d'aujourd'hui, et particulièrement en Afrique, les négociations sont souvent utilisées lorsqu'il y a des conflits entre les pays voisins. Cette méthode permet d'éviter des terribles conflits et se présente comme une force capable de faire plier les belligérants.

Rien ne sert de courir, il faut partir à point.

La Fontaine, VI, 10, Le Lièvre et la tortue :

En toutes choses, mieux vaut une allure soutenue, régulière, qu'une ardeur déréglée. (Le Grand Robert de la langue française)

Il n'y a aucune raison de se précipiter dans le processus de développement. Il vaut mieux planifier à l'avance toutes les étapes à suivre et déterminer un départ approprié pour éviter l'échec.

Aimez votre voisin mais ne supprimez pas votre clôture.

[Proverbe chinois]

Etre amis ne signifie qu'on est lié sans aucune restriction.

Au départ, les amitiés politiques sont souvent chaleureuses mais au fil du temps, certains sont tentés de s'immiscer dans la vie des autres groupes politiques. La relation s'arrêterait là car chacun est jaloux de ses affaires internes. Les domaines où l'on peut s'entendre sont relativement limités. Il y a toujours des affaires domestiques qui ne peuvent pas être partagées.

Tsy mba ny ankamaroam-bahoaka, fa ny olona iray toa zato.

Vous n'êtes pas comme le commun des mortels, mais vous êtes un homme qui en vaut cent.

S'adresse à un personnage charismatique vénéré par une communauté ou un peuple entier comme sans égal et unique de son genre.

Recueillis par Rambeloarisoa Andriamaro
Administrateur adjoint de service
Service législatif et de la Séance
Assemblée nationale

AKON'NY ANTENIMIERAMPIRENANA

PALAIS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
TSIMBAZAZA - ANTANANARIVO 101 B.P. 704
TÉL. +261 20 22 216 37

DIRECTEUR DE PUBLICATION

RAZANAMAHASOA Christine
Présidente de l'Assemblée Nationale

DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINTE

RAKOTOMANGA Lantoarivola Sedera
Questeur chargé des Relations Publiques
et de la Législation

RÉDACTEUR EN CHEF

RANDRIAMAHAFANJARY Calvin
Secrétaire Général

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

RAKOTONANDRASANA Andrianarisaina
Haja Fidinarivo
Directeur des Relations Interparlementaires
et de la Communication

CORRECTEURS ET VALIDATEURS

RAKOTO RATSIMANDRESY Rija
RAHARISON Liva Norohanta Harinoelina

COMITÉ DE RÉDACTION

RANDRIAMAHAFANJARY Calvin
RAKOTONANDRASANA Andrianarisaina
Haja Fidinarivo
RAZAFINDRANAMANA Pierrot
SOATSARA Diadème Marcelia
MANANA Orsini

RANDRIAMITANDRINA Mbohany
RANDRIANARIVELO Eloïse
RAMBELOARISOA Andriamaro
RALAIARISOA Mandimby
RAZANAMALALA Sylvette

FANDRO Ambinintsoa July Diana
RAKOTOMALALA Manantenaso Fanjaniaina
RAVOMANANA Aurélie
TSIKINIAINA James Nickaï
RAMANANA Mampody

PHOTOGRAPHES

Equipe SIRM

MAQUETTE ET INFOGRAPHIE

Judy, Ravo, Hardhi

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que les auteurs. Elles n'engagent ni le magazine, ni l'Institution, ni les organismes de soutien.

Avec l'appui du Gouvernement Suédois et de l'Institut Électoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA) et de la Fondation Friedrich-Ebert à Madagascar (FES)



AKO

Akon'ny
Antanimieram
pirenena

